

Direction de la recherche, des études,  
de l'évaluation et des statistiques

SÉRIE  
STATISTIQUES

**DOCUMENT  
DE  
TRAVAIL**

Comptes nationaux de la santé  
2003

Annie FENINA, Yves GEFROY

n° 65 – juillet 2004

# sommaire

## Introduction

<b>PRÉSENTATION DES COMPTES DE LA SANTÉ</b>	7
La consommation médicale totale	7
La dépense courante de santé	7
Avertissement	8

## Première partie

<b>LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE</b>	11
<b>I. LA CONSOMMATION DE SOINS HOSPITALIERS</b>	15
I.1 La consommation	15
I.2 L'activité hospitalière	16
I.3 Les sections médicalisées	18
<b>II. LA CONSOMMATION DE SOINS AMBULATOIRES</b>	20
II.1 Les soins de médecins	20
II.2 Les soins de dentistes	22
II.3 Les prescriptions	23
a. Les auxiliaires médicaux	23
• les soins infirmiers	24
• les soins des masseurs-kinésithérapeutes	25
• les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes	25
b. Les laboratoires d'analyses	25
c. Les cures thermales	26
<b>III. LES TRANSPORTS SANITAIRES</b>	26
<b>IV. LES MÉDICAMENTS</b>	27
<b>V. LES AUTRES BIENS MÉDICAUX</b>	28
. Optique	28
. Prothèse, orthèse, VHP	28
. Petits matériels et pansements	28
<b>VI. LA CONSOMMATION DE SERVICES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE</b>	29
<b>LA DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ</b>	30

## Deuxième partie

<b>LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX</b>	33
<b>I. STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE COURANTE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX</b>	35
<b>II. STRUCTURE DE FINANCEMENT DE L'HÔPITAL ET DES SECTIONS MÉDICALISÉES</b>	35
<b>III. STRUCTURE DE FINANCEMENT DES PRESTATAIRES DE SOINS AMBULATOIRES</b>	36
<b>IV. STRUCTURE DE FINANCEMENT DES DISTRIBUTEURS DE BIENS MÉDICAUX</b>	36

<i>Annexes</i>	37
----------------	----

<i>Tableaux détaillés</i>	63
---------------------------	----

## LISTE DES TABLEAUX

### DU COMPTE DE LA SANTÉ 2003

<i>Tableau 01</i>	Consommation médicale totale	12
<i>Tableau 02</i>	Évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé	12
<i>Tableau 03</i>	Structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	13
<i>Tableau 04</i>	Contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	13
<i>Tableau 05</i>	Consommation de soins et de biens médicaux : évolutions en volume	14
<i>Tableau 06</i>	Consommation de soins hospitaliers dans le secteur public	16
<i>Tableau 07</i>	Consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé	16
<i>Tableau 08</i>	Évolution des effectifs médicaux et non médicaux dans les établissements publics de santé	17
<i>Tableau 09</i>	Évolution de l'activité en nombre de séjours	17
<i>Tableau 10</i>	Évolution du nombre de journées par spécialités	18
<i>Tableau 11</i>	Nombre de lits en sections médicalisées	19
<i>Tableau 12</i>	Structure et nombre des établissements médicalisés	19
<i>Tableau 13</i>	Évolution des soins en sections médicalisées	19
<i>Tableau 14</i>	Évolution des soins ambulatoires	20
<i>Tableau 15</i>	Évolution de la consommation de soins de médecins	20
<i>Tableau 16</i>	Honoraires moyens des médecins APE	21
<i>Tableau 17</i>	Dépassements par médecin APE	21
<i>Tableau 18</i>	Effectifs de médecins par mode conventionnel	22
<i>Tableau 19</i>	Évolution de la consommation de soins dentaires	22
<i>Tableau 20</i>	Honoraires moyens des dentistes APE	23
<i>Tableau 21</i>	Part des dépassements dans les honoraires dentaires	23
<i>Tableau 22</i>	Effectifs des chirurgiens dentistes libéraux	23
<i>Tableau 23</i>	Évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux	24
<i>Tableau 24</i>	Évolution du nombre d'auxiliaires médicaux	24
<i>Tableau 25</i>	Évolution de la consommation d'analyses de laboratoires	25
<i>Tableau 26</i>	Évolution du nombre de laboratoires	26
<i>Tableau 27</i>	Évolution de la consommation de cures thermales	26
<i>Tableau 28</i>	Évolution de la consommation de transports de malades	26
<i>Tableau 29</i>	Évolution de la consommation de médicaments	27
<i>Tableau 30</i>	Indice des prix des spécialités pharmaceutiques	27
<i>Tableau 31</i>	Évolution de la consommation des autres biens médicaux	28
<i>Tableau 32</i>	Consommation de services de médecine préventive	29
<i>Tableau 33</i>	Dépense courante de santé	30
<i>Tableau 34</i>	Évolution et structure de la dépense courante de santé	31

<i>Tableau 35</i> •	Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	35
<i>Tableau 36</i> •	Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	35
<i>Tableau 37</i> •	Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)	36
<i>Tableau 38</i> •	Structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)	36

# *introduction*

## **présentation des Comptes de la santé**

*Les Comptes nationaux de la santé sont l'un des comptes satellites des comptes nationaux. Ils retracent la production et le financement de la fonction santé. Celle-ci, pour la Comptabilité nationale, se limite au traitement et/ou à la prévention d'une perturbation de l'état de santé. Les activités du secteur médico-social (enfance inadaptée, adultes handicapés...) en sont donc exclues.*

*Les Comptes nationaux de la santé privilégient deux grands agrégats :*

- *la consommation médicale totale (au sein de laquelle la consommation de soins et de biens médicaux constitue le principal agrégat)*
- *la dépense courante de santé.*

### **La consommation médicale totale**

Elle représente la valeur totale des biens et services médicaux consommés sur le territoire national – y compris les DOM – par les résidents et les non-résidents pour la satisfaction de leurs besoins individuels. La consommation médicale totale est évaluée grâce aux financements, d'origine publique ou privée, qui en sont la contrepartie. En défalquant la médecine préventive de cet agrégat, on obtient le montant de la consommation de soins et de biens médicaux.

### **La dépense courante de santé**

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs publics et privés pour la fonction santé. Outre la consommation médicale totale, elle comprend les indemnités journalières, les subventions reçues, la recherche, l'enseignement et la gestion administrative de la santé.

La dépense nationale de santé (cf. infra page 39) est un concept proche de la dépense courante de santé. Il est utilisé dans les comparaisons internationales.

## Avertissement

Comme l'ensemble de la Comptabilité nationale, les Comptes de la santé reposent sur un système d'évaluation triennal glissant. Chaque année n, est estimé un compte provisoire pour l'année n-1, fondé sur les informations disponibles, puis un compte semi-définitif de l'année n-2 qui est une révision du compte provisoire intégrant des données plus complètes. Enfin un compte définitif de l'année n-3 révisé le compte semi-définitif.

Ainsi en 2004, sont estimés un compte provisoire pour 2003, un compte semi-définitif pour 2002 et est arrêté un compte définitif pour 2001.

Périodiquement les Comptes nationaux changent de base. Cet exercice est destiné à revoir les concepts, la méthodologie et l'évaluation des séries. Il corrige les inévitables erreurs intervenues lors de la base précédente et intègre des sources d'information plus récentes. La base actuelle des Comptes nationaux est la base 95, dont la première réalisation a été effectuée pour le compte provisoire de l'année 1998. L'année 2003 est la dernière année de la base 95 et sera remplacée pour le prochain exercice par la base 2000.

Pour 2003, les points techniques suivants méritent d'être soulignés :

- pour les mutuelles, les dernières données disponibles sont relatives à 2002. Les évolutions de l'année 2003 ont donc été estimées ;
- les Comptes de l'hôpital ont été réalisés à partir de données de l'Insee et de données comptables fournies par la Direction de la comptabilité publique ;
- le Système national inter-régimes (SNIR) fourni par la Cnamts pour l'année 2003 est provisoire ;
- les Comptes nationaux de la santé ont été arrêtés avec les données disponibles au 10 juin 2004.

Ce rapport est présenté de la manière suivante :

- une première partie présente l'évaluation de la consommation médicale totale et de ses principales composantes : soins hospitaliers publics et privés, soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux), médicaments et « autres biens médicaux », dépenses statistiquement isolables de médecine préventive. Elle décrit également la dépense courante de santé, sa structure et son évolution ;
- une deuxième partie analyse le financement de la dépense courante de santé.

Pour faciliter l'utilisation de certains concepts, les développements suivants présentent de manière simplifiée les différences entre, d'une part, les objectifs de dépenses de santé et d'autre part l'estimation de la consommation finale de soins et biens médicaux présentée dans les Comptes de la santé.

## **1. ONDAM ET CONSOMMATION DE SOINS ET BIENS MÉDICAUX**

L'Ondam est l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie. Mis en place pour la première fois en 1997, il est fixé pour l'ensemble des régimes d'assurance maladie. Son montant est déterminé chaque année par le Parlement dans la Loi de financement de la Sécurité sociale. L'Ondam est décliné par secteur :

- soins de ville,
- établissements sanitaires sous dotation globale,
- établissements du secteur médico-social,
- cliniques privées.

Chaque année les dépenses réelles sont comparées aux objectifs, globalement et par enveloppe.

L'Ondam diffère, quant au champ, aux concepts et au mode de comptabilisation des dépenses, des Comptes de la santé.

En premier lieu, ces derniers excluent de leur champ le secteur médico-social (excepté les dépenses des sections de cure médicale des établissements pour personnes âgées), mais incluent toutes les prestations. Au contraire des Comptes de la santé, l'Ondam, par exemple, ne comprend pas les prestations en espèces de l'assurance maternité, ni les dépenses de prévention individualisables.

En second lieu, les comptes fournissent une estimation de la consommation finale de soins de santé alors que l'Ondam ne comptabilise que les seules dépenses de l'assurance maladie. L'approche des Comptes de la santé est donc plus large. À côté des dépenses prises en charge par la Sécurité sociale on y recense celles de l'État et des collectivités locales (dont la CMU), des régimes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) et celles des ménages eux-mêmes. La consommation de soins de santé en est l'exacte contrepartie.

En 2003, l'Ondam est calculé, comme dans les Comptes de la santé, en dates de soins, à la faveur du passage des agrégats de la Loi de financement de la Sécurité sociale en comptabilité de droits constatés. L'Ondam et les Comptes de la santé ont cependant des finalités et des champs distincts. Une comparaison brute de leurs chiffres, que ce soit en niveau ou en évolution, n'est donc ni possible, ni pertinente sans précaution méthodologique.

## **2. LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS SOUS DOTATION GLOBALE DANS LES COMPTES DE LA SANTE**

En ce qui concerne les établissements de santé sous dotation globale, cette dotation est prise en compte dans les Comptes de la santé.

Elle y apparaît dans l'étude du financement du secteur public hospitalier et de celui des consultations externes dans les hôpitaux publics. Mais les Comptes s'attachent avant tout à estimer la consommation finale de soins hospitaliers. Par convention, dans le secteur non-marchand, celle-ci est égale à la production (salaires, consommations intermédiaires, impôts, amortissements...) diminuée des ventes.

# *première partie*

## **la consommation médicale totale**

*Cet agrégat se compose de la consommation de soins et de biens médicaux (soins hospitaliers, soins ambulatoires, médicaments, autres) et de la médecine préventive.*

- La consommation médicale totale, qui comprend la consommation de soins et de biens médicaux et les dépenses de médecine préventive, s'élève en 2003 à 147,4 milliards d'euros, soit une progression en valeur de 6,5 % sur 2002 (tableau 1). La consommation médicale totale par personne s'élève à 2 396 euros, soit une croissance en valeur de 6,0 % par rapport à 2002.

La hausse de la consommation médicale totale est en valeur peu supérieure à celle enregistrée en 2002 (6,2 %). Sa part dans le PIB s'accroît de 0,40 point en 2003 pour atteindre 9,47 % du PIB (tableau 2). La moindre croissance du PIB en 2003, +2,0 % en valeur, contre 3,5 % en 2002, intervient pour partie dans cette augmentation.

**T01 – consommation médicale totale (évolution en valeur et en % et montant en 2003)**

	2001	2002	2003	Montants 2003 en millions d'euros
<b>1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>4,1</b>	<b>5,7</b>	<b>6,0</b>	<b>64 111</b>
• Publics	4,3	5,2	5,5	49 300
• Privés	2,6	6,0	6,4	12 205
• Sections médicalisées	6,3	16,2	13,7	2 606
<b>2 - SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>5,1</b>	<b>7,0</b>	<b>7,4</b>	<b>38 769</b>
• Médecins	3,1	6,7	6,9	18 062
• Auxiliaires médicaux	5,6	9,1	8,4	8 101
• Dentistes	8,8	5,2	7,4	8 076
• Analyses	6,7	10,1	9,0	3 609
• Cures thermales	3,6	1,7	2,3	920
<b>3 - TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>8,8</b>	<b>9,2</b>	<b>8,1</b>	<b>2 391</b>
<b>4 - MEDICAMENTS</b>	<b>7,9</b>	<b>4,9</b>	<b>6,5</b>	<b>30 378</b>
<b>5 - AUTRES BIENS MEDICAUX</b>	<b>11,7</b>	<b>9,0</b>	<b>7,5</b>	<b>8 645</b>
• Optique	10,8	4,4	4,4	3 906
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.P.H.)	9,4	10,1	6,9	2 177
• Petits matériels et pansements	15,9	16,4	13,2	2 561
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1+...5)</b>	<b>5,6</b>	<b>6,1</b>	<b>6,6</b>	<b>144 294</b>
<b>6 - MEDECINE PREVENTIVE</b>	<b>3,5</b>	<b>6,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3 113</b>
• Médecine préventive et de dépistage	4,2	6,9	7,4	2 904
• Médecine du travail	4,0	7,2	5,8	1 414
• Médecine scolaire	7,0	3,9	3,2	454
• PMI et planning familial	3,0	11,3	12,9	578
• Dépistage et vaccins	3,2	3,9	10,4	457
• Programmes spécifiques de santé publique	-2,1	6,1	-30,6	209
<b>CONSOMMATION MEDICALE TOTALE</b>	<b>5,6</b>	<b>6,2</b>	<b>6,5</b>	<b>147 407</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (P.I.B.)</b>	<b>3,9</b>	<b>3,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1 557 200</b>

Source : Drees, Insee

La consommation de soins et biens médicaux représente l'essentiel de la consommation médicale totale. Elle atteint, en 2003, 144,3 milliards d'euros, soit 2 346 euros par habitant. Elle progresse par rapport à 2002 de 6,6 % en valeur et de 3,8 % en volume. La croissance en volume est obtenue en déflatant l'évolution en valeur par l'indicateur correspondant de hausse des prix.

La consommation de soins et biens médicaux représente 9,27 % du PIB en 2003, contre 8,87 % en 2002. La part de la consommation de soins et biens médicaux dans la consommation effective des ménages atteint, en 2003, 13,18 %, soit 0,37 point de plus qu'en 2002.

**T02 – évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé (en %)**

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
<b>Part dans le PIB</b>						
• de la consommation de soins et de biens médicaux	7,80	8,60	8,51	8,64	8,87	9,27
• de la consommation médicale totale	7,90	8,80	8,70	8,84	9,06	9,47
Part de la consommation de soins et de biens médicaux dans la consommation effective des ménages	11,40	12,40	12,43	12,58	12,81	13,18

Source : Drees, Insee

La structure de la consommation de soins et biens médicaux évolue peu depuis trois ans. On observe cependant un léger recul de la part de l'hôpital avec une quasi-stabilité de celle des médicaments. La part des autres postes de consommation progresse avec une amplitude faible (autres biens médicaux) ou plus soutenue (soins ambulatoires, tableau 3).

### T03 – structure de la consommation de soins et de biens médicaux en valeur (en %)

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
<b>1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>48,4</b>	<b>48,2</b>	<b>45,5</b>	<b>44,9</b>	<b>44,7</b>	<b>44,4</b>
• Publics	35,8	36,1	35,3	34,8	34,5	34,2
• Privés	11,7	10,7	8,7	8,5	8,5	8,5
• Sections médicalisées	1,0	1,4	1,5	1,5	1,7	1,8
<b>2 - SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>28,2</b>	<b>27,0</b>	<b>26,6</b>	<b>26,4</b>	<b>26,7</b>	<b>26,9</b>
• Médecins	13,1	13,0	12,7	12,4	12,5	12,5
• Auxiliaires médicaux	5,1	5,2	5,4	5,4	5,5	5,6
• Dentistes	6,2	5,7	5,4	5,6	5,6	5,6
• Analyses	2,8	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5
• Cures thermales	1,0	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
<b>3 - TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
<b>4 - MEDICAMENTS</b>	<b>18,4</b>	<b>19,0</b>	<b>20,9</b>	<b>21,3</b>	<b>21,1</b>	<b>21,1</b>
<b>5 - AUTRES BIENS MEDICAUX</b>	<b>3,7</b>	<b>4,3</b>	<b>5,5</b>	<b>5,8</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>
• Optique	2,3	2,5	2,7	2,8	2,8	2,7
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.P.H.)	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5
• Petits matériels et pansements	0,2	0,4	1,4	1,5	1,7	1,8
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1+...5)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Drees

• La contribution à la croissance pondère le taux de croissance de chacun des postes de la consommation de soins et de biens médicaux par son poids dans cet agrégat. Ce sont les soins hospitaliers et en sections médicalisées, puis les soins ambulatoires et enfin les médicaments qui ont en 2003 le plus contribué à la croissance en valeur de la consommation de soins et de biens médicaux (tableau 4). Les soins hospitaliers ont ainsi contribué pour 41 % (2,7 % par rapport à 6,6 %) à la croissance de cet agrégat. Cette contribution élevée est due à leur poids important dans la consommation qui contrebalance une croissance plus modérée que la moyenne. Au sein des soins hospitaliers, la contribution la plus importante revient à l'hôpital public. Elle est en augmentation par rapport à 2002.

### T04 – contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur (en %)

	2001	2002	2003
<b>1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>
• Publics	1,5	1,8	1,9
• Privés	0,2	0,5	0,5
• Sections médicalisées	0,1	0,3	0,2
<b>2 - SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>1,4</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>
• Médecins	0,4	0,8	0,9
• Auxiliaires médicaux	0,3	0,5	0,5
• Dentistes	0,5	0,3	0,4
• Analyses	0,2	0,2	0,2
• Cures thermales	0,0	0,0	0,0
<b>3 - TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>4 - MEDICAMENTS</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>
<b>5 - AUTRES BIENS MEDICAUX</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>
• Optique	0,3	0,1	0,1
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.P.H.)	0,1	0,1	0,1
• Petits matériels et pansements	0,2	0,3	0,2
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1+...5)</b>	<b>5,6</b>	<b>6,1</b>	<b>6,6</b>

Source : Drees

- La croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux est retracée au tableau 5. Elle est globalement en augmentation de 3,8 % soit un rythme supérieur de 0,1 point à celui de 2002 (+3,7 %).

L'augmentation de prix des soins et biens médicaux est, en 2003, de +2,7 % en accélération par rapport à 2002 (+2,3 %) alors que depuis 1997 les hausses annuelles étaient comprises entre +0,7 % et +1,1 %.

Cet effet prix traduit à la fois une évolution soutenue du coût de tous les facteurs de production dans le secteur hospitalier et l'incidence des revalorisations d'honoraires et de tarifs intervenues en 2002 et 2003.

La majeure partie des postes de la consommation de soins et de biens médicaux connaît, en 2003, une évolution de prix supérieure à celle de 2002. C'est le cas notamment pour les soins hospitaliers publics et privés et les soins ambulatoires dans leur ensemble. L'évolution du prix des médicaments en 2003 est légèrement négative et d'amplitude moindre que celle de 2002.

#### T05 – consommation de soins et de biens médicaux : évolutions en volume (en %)

	2001	2002	2003
<b>1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>
• Publics	1,7	1,3	1,5
• Privés	0,3	2,4	2,5
• Sections médicalisées	3,6	11,0	9,0
<b>2 - SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>6,1</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>
• Médecins	2,5	0,4	1,5
• Auxiliaires médicaux	6,5	4,4	5,2
• Dentistes	13,8	10,3	6,4
• Analyses	8,5	7,8	7,4
• Cures thermales	1,8	-2,4	-1,3
<b>3 - TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>5,3</b>	<b>7,0</b>	<b>6,3</b>
<b>4 - MEDICAMENTS</b>	<b>9,1</b>	<b>6,1</b>	<b>7,0</b>
<b>5 - AUTRES BIENS MEDICAUX</b>	<b>10,6</b>	<b>7,5</b>	<b>5,3</b>
• Optique	9,6	2,9	1,8
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.P.H.)	8,4	8,9	5,1
• Petits matériels et pansements	14,7	14,7	11,2
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1+...5)</b>	<b>4,8</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT en volume (P.I.B.)</b>	<b>2,1</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>

Source : Drees, Insee

## I. LA CONSOMMATION DE SOINS HOSPITALIERS

Les soins hospitaliers sont produits par le secteur public hospitalier et le secteur privé hospitalier. Dans les Comptes de la santé, la distinction entre les deux secteurs ne repose pas sur leur statut juridique mais sur leur mode de financement.

On désigne par « secteur hospitalier public » l'ensemble des hôpitaux publics, des établissements privés Participant au service public hospitalier (PSPH) et autres établissements privés financés pour l'essentiel par la dotation globale versée par les régimes de Sécurité sociale. Dès lors, leur production est une production de services non marchands qui est mesurée, ainsi que la consommation qui en est l'exacte contrepartie, par les coûts. Les établissements regroupés sous ce label sont :

- les établissements publics de santé ;
- les établissements privés participant au service public hospitalier ;
- les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale le 1<sup>er</sup> janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier.

Les ressources du « secteur hospitalier privé » proviennent de son activité de soins sous forme de facturations des frais de séjours et des actes médicaux et paramédicaux intervenus à l'occasion de l'hospitalisation et qui sont versés directement aux professionnels. Ce secteur est constitué :

- d'établissements privés non lucratifs ;
- des établissements privés à but lucratif ;
- des établissements à prix de journée préfectoral non concernés par la loi de 1996 (option entre le régime conventionnel au 1<sup>er</sup> janvier 1997 et la dotation globale au 1<sup>er</sup> janvier 1998). Ces établissements, d'un poids moindre, se retrouvent notamment dans les moyens et longs séjours.

### I.1. La consommation de soins hospitaliers

Avec 64,1 milliards d'euros, en 2003, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés et sections médicalisées des établissements pour personnes âgées) représente 44,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La croissance totale des dépenses de ce secteur est de 6,0 % en valeur et 2,0 % en volume (+5,7 % en valeur et +1,8 % en volume, l'année 2002).

Dans le secteur public hospitalier (tableau 6), la consommation s'élève à 49,3 milliards d'euros. Elle croît de 5,5 % en valeur par rapport à 2002. Cette évolution marque une accélération par rapport à celle enregistrée en 2002 (+5,2 %). Le maintien d'une croissance élevée tient essentiellement à la confirmation pour la deuxième année consécutive d'une augmentation du coût des facteurs de production (+3,9 % en 2003 et +3,8 % en 2002). Celle-ci est notamment liée à la croissance des salaires et des cotisations sociales. Le passage aux 35 heures pèse à cet égard pour environ 1,2 point sur l'effet prix estimé de 3,9 % pour 2003 (1,1 point en 2002 sur 3,8 %), en raison des mesures prises en application de la réduction du temps de travail (recrutements, heures supplémentaires). Ces mesures ont constitué une compensation en terme d'heures de travail, qui a été comptabilisée comme une variation des rémunérations unitaires incorporées aux prix.

En volume (c'est-à-dire en déflatant la valeur de la production par l'indicateur de la hausse du coût des facteurs de production), le taux de croissance de la production/consommation de soins dans le secteur hospitalier public a été de 1,5 % en 2003 contre 1,3 % en 2002. Cette augmentation en volume modérée confirme la tendance à une diminution plus ralentie de l'activité hospitalière constatée en 2003 à travers les résultats de l'enquête de conjoncture hospitalière<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> TRIGANO Lauren : « La conjoncture des établissements de santé publics et privés au cours des trois premiers trimestres 2003 », Drees, *Études et résultats*, n° 309, mai 2004, et pour les résultats provisoires de l'ensemble de l'année 2003, les tableaux 9 et 10.

## T06 – consommation de soins hospitaliers dans le secteur public

	Évolution en %		
	2001	2002	2003
Valeur	4,3	5,2	5,5
Prix*	2,6	3,8	3,9
Volume	1,7	1,3	1,5

\* Indice du coût des facteurs de production

Source DHOS, DREES

Dans le secteur privé hospitalier, la consommation de soins s'élève à 12,2 milliards d'euros en 2003.

L'évolution de +6,4 % en 2003 (tableau 7) est supérieure à celle enregistrée en 2002 (+6,0 %). La croissance en volume (+2,5 %) est comparable à celle de 2002 (+2,4 %). L'évolution en volume de ces deux dernières années tranche avec celles des années précédentes, nettement moins soutenues. En 2003, l'augmentation des prix (+3,9 % après +3,5 % en 2002) résulte de celle des frais de séjour (+5,2 %), liée pour partie aux revalorisations intervenues dans les tarifs des cliniques.

## T07 – consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé

	Évolution en %		
	2001	2002	2003
Valeur	2,6	6,0	6,4
Prix	2,2	3,5	3,9
Volume	0,3	2,4	2,5

Source : Drees

### DES OBJECTIFS QUANTIFIÉS NATIONAUX AUX COMPTES DE LA SANTÉ : L'EXEMPLE DES CLINIQUES PRIVÉES

Les objectifs annuels de dépenses, fixés en application de la Loi de financement de la Sécurité sociale, sont relatifs aux remboursements effectués par la Sécurité sociale. Ils ne peuvent donc pas être comparés directement aux montants des opérations de production et de consommation retracées dans les Comptes de la santé.

Il convient de rappeler que les évolutions des Comptes de la santé ne sont pas utilisables lorsqu'il s'agit de comparer les prévisions et les objectifs analysés dans les Comptes de la Sécurité sociale, avec leur réalisation. On rappelle également que les comptes présentés ici sont arrêtés sur la base des informations disponibles au 10 juin 2004. Ils sont provisoires pour ce qui concerne les évaluations de l'année 2003.

## I.2. L'activité hospitalière

L'activité du secteur hospitalier, tant public que privé, est connue grâce à la Statistique annuelle des établissements de santé (SAE) et au Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI). En outre, l'enquête de conjoncture, conduite par la Drees, fournit certaines estimations pour 2003, notamment pour les hôpitaux publics.

Le tableau 8 présente, pour le secteur public, l'évolution des effectifs médicaux (médecins et internes) et non médicaux (soignants, administratif, entretien). Les progressions constatées pour le personnel non médical découlent à partir de 2002 des recrutements liés à la réduction du temps de travail.

## T08 – évolution des effectifs médicaux et non médicaux dans les établissements publics de santé

en % et en équivalent temps plein

	2001	2002 (p)
Effectifs médicaux*	1,2	1,5
Effectifs non médicaux	2,0	2,6

\* médecins et internes salariés, médecins libéraux : effectifs en nombre de personnes physiques

Source : Drees

Mesurée en nombre de séjours, l'activité des établissements de santé publics et privés en France métropolitaine a connu en 2002 un léger recul de  $-0,3\%$ . La tendance à la réduction de l'activité en hospitalisation complète ( $-1,8\%$ ) et à la croissance de l'hospitalisation partielle ( $+1,3\%$ ) se poursuit en 2002. En 2003, à l'aide des données provisoires de l'enquête Conjoncture de la Drees reposant sur les trois premiers trimestres de l'année, l'activité globale semble repartir à la hausse en raison de la moindre diminution ( $-0,8\%$ ) de l'hospitalisation complète (tableau 9).

### T 09 - évolution de l'activité en nombre de séjours

Taux d'accroissements annuels en %

		2001	2002	2003 (p)
Total Hospitalisation partielle (venues)	Public	1,5	0,0	0,8
	Privé sous DG	-4,1	-1,1	-1,7
	Privé sous OQN	7,0	6,7	4,1
	Ensemble	1,6	1,3	1,3
Total Hospitalisation complète (entrées)	Public	-1,1	-1,8	-1,0
	Privé sous DG	0,6	-2,7	-0,7
	Privé sous OQN	-1,6	-1,6	-0,5
	Ensemble	-1,1	-1,8	-0,8
Total hospitalisation	Ensemble	0,2	-0,3	0,2

Dont :

Médecine Chirurgie Obstétrique (MCO)		2001	2002	2003 (p)
Hospitalisation de moins de 24 heures (venues en hospitalisation partielle)	Public	9,3	3,8	2,1
	Privé sous DG	6,4	2,7	0,3
	Privé sous OQN	5,6	5,5	4,0
	Ensemble	7,4	4,5	2,7
Séjours de plus de 24 heures (entrées en hospitalisation complète)	Public	-1,9	-2,0	-1,0
	Privé sous DG	-1,2	-3,1	-0,6
	Privé sous OQN	-2,4	-2,0	-0,6
	Ensemble	-2,0	-2,1	-0,8
Total hospitalisation	Ensemble	0,8	0,0	0,5

en jours

Durée moyenne des séjours en MCO		2001	2002	2003 (p)
	Public	6,8	6,9	ND
	Privé sous DG	6,6	6,5	ND
	Privé sous OQN	5,0	5,0	ND
	Ensemble	6,2	6,2	ND

Source SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2003 calculs DREES

Toutes disciplines confondues, le nombre de lits d'hospitalisation complète diminue de  $-1,3\%$  en 2002 (soit un peu plus de 6 000 lits supprimés) et, parallèlement, celui du nombre de places d'hospitalisation partielle progresse de  $+1,6\%$  (soit 750 places supplémentaires). Comme pour l'activité, cette évolution s'inscrit dans la continuité des tendances observées depuis plusieurs années ; en 2001, les évolutions étaient respectivement de  $-1,1\%$  et de  $+1,8\%$ .

Mesurée en nombre de journées d'hospitalisation, l'activité d'hospitalisation complète (tableau 10), diminue en 2002 de  $1,5\%$ , poursuivant ainsi sa tendance des années précédentes. Cette tendance à la baisse s'observe particulièrement en Médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) où l'activité en hospitalisation complète diminue de  $1,4\%$ . En psychiatrie et en soins de suite et de réadaptation, le nombre de journées d'hospitalisation complète diminue de façon moindre (respectivement  $-0,9\%$  et  $-0,4\%$ ).

Quant aux soins de longue durée, leur activité d'hospitalisation complète baisse fortement de  $-3,3\%$  en 2002 après avoir enregistré les années précédentes un tassement de leur croissance. Cette discipline, quasi-exclusivement réalisée par le secteur public, a vu son activité se réduire en particulier du fait de la

transformation de certains établissements sanitaires en établissements médico-sociaux (établissements pour personnes âgées dépendantes, EHPAD).

En 2003, le nombre de journées d'hospitalisation complète réalisées par l'ensemble des établissements de santé paraît s'inscrire également en recul (-1,1 %). En MCO, celui-ci atteint 1,8 % ; il est de 1,2 % en psychiatrie, et de 0,8 % en soins de suite et réadaptation.

En MCO, la diminution un peu plus forte du nombre de séjours (-2,1 %) que du nombre de journées d'hospitalisation ne modifie toutefois pas, en 2002, la Durée moyenne de séjour (DMS) qui reste à 6,2 jours comme en 2001 (tableau 9). En soins de suite et réadaptation, la DMS augmente légèrement, passant de 32,8 à 33,1 jours alors qu'en psychiatrie, où les alternatives à l'hospitalisation complète se développent, elle poursuit sa baisse, passant de 31,2 à 30,4 jours en 2002 (40,1 jours en 1997).

#### T10 – évolution du nombre de journées par spécialité

		2001	2002	2003 (p)
Total Hospitalisation complète	Public	-0,1	-1,6	-1,1
	Privé sous DG	0,2	-2,9	-1,4
	Privé sous OQN	-2,3	-0,7	-0,7
	<b>Ensemble</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,1</b>
<b>Dont :</b>				
MCO	Public	-0,2	-0,6	-1,7
	Privé sous DG	-0,2	-4,8	-2,4
	Privé sous OQN	-4,8	-2,5	-1,7
	<b>Ensemble</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,8</b>
Soins de longue durée	Public	0,3	-3,6	0,3
	Privé sous DG	0,5	0,2	-0,4
	Privé sous OQN	2,3	0,5	-1,2
	<b>Ensemble</b>	<b>0,3</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,3</b>
Psychiatrie	Public	-1,0	-0,7	-0,8
	Privé sous DG	-3,7	-2,6	-1,2
	Privé sous OQN	5,5	-0,7	-1,3
	<b>Ensemble</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,2</b>
Soins de suite et réadaptation	Public	0,3	-1,2	-2,0
	Privé sous DG	1,5	-2,9	-1,4
	Privé sous OQN	-0,1	3,5	1,8
	<b>Ensemble</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,8</b>

Source SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2003 calculs DREES

### I.3. Les sections médicalisées

Les soins aux personnes âgées, si elles ne sont pas hospitalisées, peuvent être assurés soit par des proches, soit par du personnel infirmier à domicile (dans le cadre des services de soins infirmiers à domicile ou SSIAD), soit dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées.

Dénommées « sections médicalisées », ces institutions sont réparties depuis 2002 entre Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) et Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Ces derniers trouvent leur origine dans la loi du 24 janvier 1997 (décrets d'application d'avril 1999 et arrêtés de mai 2001), qui met fin aux modes de financement antérieurs (lits de soins courants et lits de cure médicale).

La nouvelle tarification passe d'un système binaire « hébergement et soins » à un système ternaire « hébergement, dépendance et soins ». Les soins sont financés par l'assurance maladie soit par le biais d'une dotation globale annuelle, soit par des remboursements à l'acte (prestations des professionnels libéraux). Les autres composantes du séjour, « hébergement » et « dépendance », sont à la charge des personnes âgées, éventuellement solvabilisée respectivement par l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) et par l'Allocation personnalisée autonome (APA).

Les premières conventions d'agrément ont été signées en 2001. La montée en charge a été progressive en 2002 et s'est accélérée en 2003. La répartition entre EHPA et EHPAD, ainsi que sa forte modification actuelle, peut être mesurée par le nombre de lits dans chaque catégorie (tableau 11).

### T 11 - nombre de lits en sections médicalisées

	2001	2002	2003
• Lits des EHPA*		333 119	273 050
Évolution en %			-18,0
• Lits des EHPAD*		59 078	133 710
Évolution en %			126,3
TOTAL	376 281	392 197	406 760
Évolution en %	0,4	4,2	3,7

\*EHPA et EHPAD : création en 2002 des EHPAD

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

En 2003 les lits des EHPA diminuent de 18 % alors que le nombre de lits des EHPAD fait plus que doubler.

Le nombre d'établissements médicalisés est en augmentation constante : 3 581 en 1990, 5 703 en 2002 et 6 177 en 2003 dont 4 352 EHPA et 1 825 EHPAD.

Contrairement aux années précédentes la part des maisons de retraites par rapport aux hospices et logements-foyers se stabilise (tableau 12).

### T 12 - structure et nombre des établissements médicalisés

	2001	2002	2003
• Hospices	0,7	0,6	0,5
• Maisons de retraite	80,6	83,1	83,2
• Logements-foyers	18,7	16,3	16,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0
Nombre d'établissements	4988	5703	6177

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

En 2003, 2,6 milliards d'euros (en augmentation de 13,7 % sur 2002) ont été consacrés aux soins en sections médicalisées (tableau 13).

Ce montant qui a plus que triplé depuis 1990, est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de personnes âgées affectées de dépendances plus ou moins prononcées.

Malgré la croissance plus rapide du secteur privé, les sections médicalisées publiques restent largement majoritaires (tableau 13).

### T 13 - évolution des soins en sections médicalisées

	en millions d'euros		
	2001	2002	2003
• Établissements publics	1 359	1 581	1 720
Évolution en %	4,1	16,3	8,8
• Établissements privés	613	710	886
Évolution en %	11,6	15,9	24,8
TOTAL	1 972	2 292	2 606
Évolution en %	6,3	16,2	13,7

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

Les Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), alternative à l'hébergement en institution, ont bénéficié pour l'année 2003 à 70 703 personnes (+4,0 % par rapport à 2002). Les soins dispensés à cette occasion par du personnel médical et paramédical libéral sont pris en compte dans le secteur ambulatoire alors que ceux dispensés à l'hôpital public le sont dans les comptes de l'hôpital.

## II. LA CONSOMMATION DE SOINS AMBULATOIRES

Elle comprend les soins de médecins, de dentistes, d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes), les analyses médicales et les cures thermales.

Cette consommation s'est élevée à 38,8 milliards d'euros en 2003, soit une augmentation annuelle de 7,4 % en valeur et de 3,7 % en volume, contre respectivement 7,0 % et 3,9 % en 2002 (tableau 14). La dépense de soins ambulatoires atteint ainsi 630 euros par habitant en 2003 soit une progression en valeur de 6,9 % par rapport à 2002.

La mesure des prix pour les actes des professionnels de santé repose sur les indices de prix calculés par l'Insee. Ces indices reflètent à la fois l'évolution des tarifs des lettres-clés et celle des prix effectivement pratiqués incluant les dépassements de tarifs. En revanche, ils ne prennent pas en compte les réformes de nomenclature de l'année en cours.

### T14 – évolution des soins ambulatoires

	Accroissement en valeur					Accroissement en volume				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003	90-95	95-2000	2001	2002	2003
TOTAL des soins ambulatoires	4,5	3,1	5,1	7,0	7,4	2,7	2,4	6,1	3,9	3,7

Source : Drees

### II.1. Les soins de médecins

La consommation de soins de médecins s'est élevée à 18,1 milliards d'euros en 2003, en hausse de 6,9 % par rapport à 2002. En volume, la hausse a été de 1,5 % en 2003 contre 0,4 % en 2002 (tableau 15).

L'évolution des prix reste soutenue en 2003 d'après les indices calculés par l'Insee. Elle tient à la fois, à l'impact des évolutions tarifaires qui se prolongent en 2003, à la prise en compte pour les années 2002 et 2003 au titre des effets prix des modifications de nomenclature liées à la création des consultations approfondies et aux majorations de déplacement des visites d'omnipraticiens, et à l'augmentation des montants de dépassement.

### T15 – évolution de la consommation de soins de médecins

	Taux de croissance annuels moyens				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	5,2	3,0	3,1	6,7	6,9
Prix	2,5	0,8	0,6	6,2	5,4
Volume	2,7	2,2	2,5	0,4	1,5

Source : Drees

Le tarif des consultations des médecins spécialistes a été porté de 22,87 à 23 euros le 1<sup>er</sup> février 2003. Diverses mesures tarifaires revalorisant les honoraires médicaux liés aux actes d'accouchement sont intervenues les 1<sup>ers</sup> janvier et février 2003. Il en a été de même, plus tardivement, pour certains actes des chirurgiens anesthésistes, des radiologues et des spécialistes de médecine nucléaire (1<sup>er</sup> et 27 novembre 2003).

En 2003, la consultation des personnes en ALD a été revalorisée. Mais l'année 2003 a surtout été marquée par la mise en place en septembre de nouveaux dispositifs contractuels destinés à améliorer la pratique et la qualité des soins : contrat de santé publique pour la prise en charge des soins à domicile, Accords de Bon usage des soins (AcBUS) visant, par exemple à faire évoluer le transport en ambulance au profit du transport assis.

La revalorisation du 1<sup>er</sup> juillet 2002 qui a porté le tarif de la consultation des généralistes à 20 euros conserve une incidence sur l'indice des prix de 2003 de l'ensemble des soins médicaux. Il en est de même pour la revalorisation des consultations approfondies et des majorations de déplacement, ainsi que pour l'évolution des montants moyens de dépassement.

Les honoraires moyens perçus par chaque médecin (les données 2003 du SNIR sont provisoires) ont ainsi augmenté de 6,3 % pour les omnipraticiens et de 3,9 % pour les spécialistes (tableau 16). L'évolution des revenus moyens n'est pas identique à celle des honoraires dans la mesure où il convient de soustraire de ces derniers les charges payées par les praticiens.

## T16 – honoraires moyens des médecins APE\*

en milliers d'euros par an

	1990	1995	2000	2001	2002	2003**
• OMNIPRATICIENS	77,6	92,4	105,4	107,5	115,2	122,5
Évolution en %			5,8	1,9	7,2	6,3
• SPÉCIALISTES	136,3	157,9	184,8	191,3	204,1	212,0
Évolution en %			6,2	3,5	6,7	3,9

\* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

\*\* SNIR 2003 provisoire

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

Le montant des dépassements par médecin autorisé à les pratiquer (secteur II et droit permanent au dépassement) progresse chaque année. Le rythme de croissance en valeur reste élevé en 2003 (+7,5 %, tableau 17) même s'il marque une nette décélération par rapport à 2002.

## T17 – dépassements par médecins APE\* (Secteur 2)

en milliers d'euros par an

	1990	1995	2000	2001	2002	2003**
• DÉPASSEMENT PAR MÉDECIN	24,7	32,2	43,7	47,7	54,9	59,0
Évolution en %			8,7	9,2	15,1	7,5

\* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

\*\* SNIR 2003 provisoire

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

En 2003, parmi les omnipraticiens, 13,0 % sont en secteur 2 ou ont le droit de pratiquer des dépassements permanents ; cette proportion atteint 38,1 % chez les spécialistes (tableau 18). Au total 24,7 % des médecins pratiquent des dépassements, soit une proportion presque identique à celle observée en 2002 (24,8 %). En tendance de moyen terme, les dépassements sont de plus en plus l'apanage des médecins spécialistes.

La part des omnipraticiens dans le total des effectifs de médecins libéraux reste stable en 2003 : 53,4 %.

En secteur I, le nombre d'omnipraticiens a progressé très légèrement de 0,1 %, alors que le nombre de spécialistes a régressé de près d'un point (-0,9 %).

En secteur II, les effectifs d'omnipraticiens diminuent de -3,4 %, alors que ceux des spécialistes progressent de 1,4 %.

Au total, les effectifs de médecins libéraux, recensés par la Cnamts, fléchissent légèrement en 2003 (-0,3%). Ils représentent 56,5 % de l'ensemble des effectifs médicaux.

## T18 – effectifs de médecins par mode conventionnel

	2000	2001	2002	2003
<b>OMNIPRATICIENS</b>	<b>60 823</b>	<b>60 949</b>	<b>60 974</b>	<b>60 761</b>
<i>Evolution en %</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>
• Secteur 1	51 640	51 873	52 092	52 136
<i>Evolution en %</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>
• Secteur 2	8 536	8 376	8 146	7 866
<i>Evolution en %</i>	<i>-2,3</i>	<i>-1,9</i>	<i>-2,7</i>	<i>-3,4</i>
• DP	58	53	39	34
<i>Evolution en %</i>	<i>-13,4</i>	<i>-8,6</i>	<i>-26,4</i>	<i>-12,8</i>
• Non conventionnés	589	647	697	725
<i>Evolution en %</i>	<i>4,1</i>	<i>9,8</i>	<i>7,7</i>	<i>4,0</i>
<b>SPÉCIALISTES</b>	<b>53 171</b>	<b>53 291</b>	<b>53 251</b>	<b>53 104</b>
<i>Evolution en %</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,3</i>
• Secteur 1	33 164	33 155	33 063	32 769
<i>Evolution en %</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,9</i>
• Secteur 2	18 744	19 047	19 251	19 511
<i>Evolution en %</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>
• DP	1 184	1 005	854	725
<i>Evolution en %</i>	<i>-15,6</i>	<i>-15,1</i>	<i>-15,0</i>	<i>-15,1</i>
• Non conventionnés	79	84	83	99
<i>Evolution en %</i>	<i>3,9</i>	<i>6,3</i>	<i>-1,2</i>	<i>19,3</i>
<b>TOTAL DES MÉDECINS LIBERAUX</b>	<b>113 994</b>	<b>114 240</b>	<b>114 225</b>	<b>113 865</b>
<i>Evolution en %</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>
<b>ENSEMBLE LIBERAUX ET SALARIES (1)</b>	<b>194 000</b>	<b>196 000</b>	<b>198 700</b>	<b>201 400</b>
<i>Evolution en %</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

(1) Source: DREES.

## II.2. Les soins de dentistes

Le montant de la consommation de soins dentaires s'élève à 8,1 milliards d'euros en 2003, soit une croissance de 7,4 % en valeur par rapport à 2002. L'évolution en volume (+6,4 %) est inférieure d'un point (tableau 19).

En 2003 le tarif des soins conservateurs a été revalorisé : la lettre-clé SC a été portée de 2,36 à 2,41 euros le 21 mars, soit une augmentation de +1,7 %. L'évolution de la consommation de soins dentaires, en valeur, continue, en 2003, à un rythme comparable à celui enregistré les deux années précédentes. Au cours des années 2001 et 2002 la refonte de la nomenclature des actes intervenue en 2001 s'était traduite par un fort accroissement des volumes et une chute des prix. L'évolution de 2003 est différente : les prix reprennent leurs variations habituelles, les volumes restant à un rythme de croissance nettement plus élevé que celui de la décennie précédente.

### T19 – évolution de la consommation de soins dentaires

	Taux de croissance annuels moyens				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	3,6	2,4	8,8	5,2	7,4
Prix	1,3	0,5	-4,4	-4,6	0,9
Volume	2,3	1,9	13,8	10,3	6,4

Source : Drees

Les honoraires moyens des dentistes ont augmenté de 5,2 % en 2003 (+9,5 % en 2002).

## T20 – honoraires moyens des dentistes APE\*

	en milliers d'euros par an					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003**
• HONORAIRES MOYENS	123,1	140,6	160,9	174,3	190,8	200,7
Évolution en %			5,7	8,3	9,5	5,2

\* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

\*\* SNIR 2003 provisoire

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

Comme dans le cas des médecins, le montant des dépassements des chirurgiens-dentistes en 2003 a évolué beaucoup moins rapidement (+5,7 %) qu'en 2002 (+12,0 %). De ce fait la part des dépassements dans les honoraires totaux (47,9 %) ne progresse que très peu par rapport à l'année précédente (tableau 21).

## T21 – part des dépassements dans les honoraires dentaires

	en milliers d'euros par an					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003*
• HONORAIRES TOTAUX	4303,9	5060,4	5822,1	6282,7	6839,9	7214,0
Évolution en %			5,7	7,9	8,9	5,5
• DÉPASSEMENTS	1799,8	2346,3	2745,7	2917,3	3266,3	3453,7
Évolution en %			7,1	6,3	12,0	5,7
Part des dépassements en %	41,8	46,4	47,2	46,4	47,8	47,9

\* SNIR 2003 provisoire

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

En 2003, les effectifs de chirurgiens-dentistes libéraux, recensés par la Cnamts (tableau 22), progressent légèrement (+0,3 %), contrairement aux années précédentes. Le nombre des chirurgiens-dentistes salariés augmente au même rythme (+0,4 %). Les chirurgiens-dentistes conventionnés représentent 98,7 % des dentistes libéraux.

## T22 – effectifs des chirurgiens dentistes libéraux

	Evolution en %			
	2000	2001	2002	2003
• Conventionnés	36 297	36 147	36 430	36 381
Évolution en %	-0,1	-0,4	0,8	-0,1
• DP	474	449	62	220
Évolution en %	-5,2	-5,3	-86,2	254,8
• Non conventionnés	105	95	87	80
Évolution en %	-11,8	-9,5	-8,4	-8,0
TOTAL LIBERAUX	36 876	36 691	36 579	36 681
Évolution en %	-0,2	-0,5	-0,3	0,3
ENSEMBLE LIBERAUX ET SALARIES (1)	40 539	40 426	40 481	40 648
Évolution en %	1,1	-0,3	0,1	0,4

Source: CNAMTS, SNIR. Calculs DREES

(1) Source: DREES

## II.3. Les prescriptions

### a) Les auxiliaires médicaux

La consommation de soins d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes) s'est élevée à 8,1 milliards d'euros en 2003, en augmentation de +8,4 % en valeur par rapport à 2002. La hausse en volume est de 5,2 % (tableau 23).

## T23 – évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux

	Taux d'accroissements annuels en %						Montants 2003 (en millions d'euros)
	90-95	95-2000	2000	2001	2002	2003	
<b>INFIRMIERS</b>							
• Valeur	6,8	3,9	7,0	3,6	9,4	10,2	4 137
• Prix	1,3	0,7	1,1	0,0	6,3	6,6	
• Volume	5,4	3,2	5,9	3,6	2,9	3,4	
<b>KINÉSITHÉRAPEUTES</b>							
• Valeur	4,7	3,9	6,4	8,7	8,4	5,9	3 300
• Prix	1,7	1,4	-1,3	-1,7	2,8	0,2	
• Volume	2,9	2,4	7,8	10,6	5,5	5,7	
<b>AUTRES*</b>							
• Valeur	8,2	5,9	6,6	2,7	11,2	10,5	664
• Prix	1,0	0,7	0,1	0,0	4,8	1,4	
• Volume	7,1	5,2	6,5	2,8	6,1	9,0	
<b>ENSEMBLE</b>							
• Valeur	6,0	4,1	6,7	5,6	9,1	8,4	8 101
• Prix	1,4	0,8	0,2	-0,8	4,5	3,1	
• Volume	4,5	3,2	6,5	6,5	4,4	5,2	

\* Orthophonistes et orthoptistes.

Source : Drees

En 2003, les effectifs d'auxiliaires médicaux, recensés par la Cnamts, augmentent à un rythme plus soutenu que l'année précédente (+2,2 %, tableau 24). Comme les années précédentes, la progression des effectifs de kinésithérapeutes entraîne celle de l'ensemble des auxiliaires médicaux.

## T24 – évolution du nombre d'auxiliaires médicaux

PROFESSIONS LIBERALES	2001	2002	2003
• INFIRMIERS	48 575	48 254	48 650
Évolution en %	0,1	-0,7	0,8
• KINÉSITHÉRAPEUTES	39 554	40 434	41 763
Évolution en %	3,0	2,2	3,3
• ORTHOPHONISTES	10 519	10 834	11 254
Évolution en %	3,2	3,0	3,9
• ORTHOPTISTES	1 434	1 447	1 497
Évolution en %	0,9	0,9	3,5
• ENSEMBLE LIBERAUX	100 082	100 969	103 164
Évolution en %	1,6	0,9	2,2

Source : SNIR France métropolitaine

Source: DREES

ENSEMBLE LIBERAUX ET SALARIES	2001	2002	2003
• INFIRMIERS	397 506	410 859	423 431
Évolution en %	3,8	3,4	3,1
• KINÉSITHÉRAPEUTES	53 997	55 348	56 924
Évolution en %	3,7	2,5	2,8

Source : DREES

### • Les soins infirmiers

Les soins infirmiers enregistrés dans les Comptes de la santé intègrent les Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et s'élèvent à 4,1 milliards d'euros en 2003 (tableau 23), en augmentation de 10,2 % en valeur par rapport à 2002. L'augmentation en volume est de 3,4 %, la progression des prix restant soutenue (+6,6 % après +6,3 % en 2002). L'expansion des volumes peut trouver une explication dans le fait qu'une part croissante de ces soins concerne l'activité des SSIAD qui illustre le développement des soins à domicile pour les personnes âgées dépendantes. 70 703 personnes ont été soignées en 2003 par un SSIAD soit 4,0 % de plus que l'année précédente et 17,5 % supplémentaires par rapport à 1998, cinq ans auparavant.

Quant aux prix, ils enregistrent en 2003 l'effet de la majoration par deux fois, au 1<sup>er</sup> avril et au 1<sup>er</sup> novembre, de l'indemnité forfaitaire de déplacement des infirmiers qui est ainsi passée de 1,5 euros en juillet 2002 à

2 euros. Par ailleurs le rôle des infirmiers a été valorisé dans un cadre contractuel rénové : contrat de santé publique, contrat de bonne pratique dans le cadre de la Démarche de soins infirmiers (DSI), AcBUS pour les personnes dépendantes.

Les effectifs d'infirmiers libéraux (tableau 24) qui avaient été stables en 2001 et en diminution l'année suivante progressent de +0,8 % en 2003. Les infirmiers exerçant leur activité dans le secteur libéral ne représentent que 11,5 % de l'ensemble de la profession dont l'effectif global augmente de 3,1 % en 2003.

Les infirmiers salariés sont essentiellement employés dans le secteur hospitalier.

- ***Les soins des masseurs-kinésithérapeutes***

Ils s'élèvent à 3,3 milliards d'euros en 2003 et progressent par rapport à 2002 de 5,9 % en valeur et de 5,7 % en volume (tableau 23).

À compter du 21 juin 2003, l'indemnité forfaitaire de déplacement des masseurs-kinésithérapeutes est portée à 2 euros (1,83 euros au 15 janvier 2002). La cotation forfaitaire du bilan diagnostic de kinésithérapie a été de nouveau revalorisée le 19 octobre 2003.

De nouveaux dispositifs contractuels mettent en place des Accords de Bon usage et des contrats de pratique professionnels (versement forfaitaire de 600 euros par an en contre partie d'une évaluation de la pratique professionnelle).

Les effectifs de masseurs-kinésithérapeutes libéraux croissent de nouveau à un rythme supérieur à 3 %.

- ***Les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes***

Cette catégorie de soins augmente en 2003 de 10,5 % en valeur et de 9,0 % en volume (tableau 23). Les tarifs des honoraires des orthophonistes ont été revalorisés en mars 2003.

La croissance des effectifs d'orthophonistes et d'orthoptistes en 2003 est estimée respectivement à +3,9 % et +3,5 % (tableau 24).

## b) Les laboratoires d'analyses

En 2003, la consommation d'analyses et de prélèvements en laboratoire s'élève à 3,6 milliards d'euros, en augmentation de 9,0 % en valeur par rapport à 2002, soit un taux de croissance inférieur d'environ un point à celui enregistré en 2002 (+10,1 %, tableau 25).

### T25 – évolution de la consommation d'analyses de laboratoires

	Taux de croissance annuels moyens					
	90-95	95-2000	2000	2001	2002	2003
Valeur	1,4	3,6	7,3	6,7	10,1	9,0
Prix	0,4	-0,5	-1,7	-1,6	2,1	1,5
Volume	1,0	4,1	9,1	8,5	7,8	7,4

Source : Drees

En 2003 les prix augmentent de 1,5 % contre 2,1 % en 2002, la lettre-clé B n'ayant pas été revalorisée en 2003. Dans le même temps le volume des analyses et prélèvements s'accroît de 7,4 %.

Depuis 1997 on observe une diminution du nombre des laboratoires. Leur effectif reste toutefois encore supérieur à ce qu'il était en 1990 (tableau 26).

## T26 – évolution du nombre de laboratoires

	1990	2001	2002	2003
• NOMBRE	3 905	4 012	3 987	3 950
Évolution en %		-1,8	-0,8	-0,8

Source : SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

### c) Les cures thermales

La fréquentation des cures thermales engendre une consommation de 920 millions d'euros. Celle-ci évolue de 2,3 % en valeur par rapport à 2002 (tableau 27) mais de -1,3% en volume, ce qui correspond au tassement des effectifs de curistes. Ce poste regroupe les forfaits soins (303 millions, +1,2% en valeur) et l'hébergement (617 millions, +2,8 %). Selon l'orientation thérapeutique, les prix et le nombre de séances pour les différents soins sont aujourd'hui identiques dans toutes les stations thermales.

Le forfait thermal, dans le cadre d'un Contrat de pratique professionnel (CPP pour la coordination des soins des curistes), est majoré de 10 euros par patient à compter du 27 septembre 2003 (64,03 euros depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2002).

## T27 – évolution de la consommation de cures thermales

	90-95	95-2000	2001	2002	2003
					en %
Valeur	1,4	1,0	3,6	1,7	2,3
Prix	2,4	1,5	1,8	4,3	3,6
Volume	-1,0	-0,5	1,8	-2,4	-1,3

Source : Drees

## III. LES TRANSPORTS SANITAIRES

En 2003, la consommation de transports sanitaires s'élève à 2,4 milliards d'euros, soit une croissance en valeur de 8,1 % contre 9,2 % en 2002 (tableau 28). L'effet prix étant de 1,7 %, la croissance en volume atteint donc 6,3 %. Les transports sanitaires sont assurés à hauteur de 39 % par des ambulances, 36 % par des Véhicules sanitaires légers (VSL), 21 % par des taxis, 4 % par d'autres moyens de transports (en train principalement).

Des contrats de bonne pratique ont été instaurés en mars 2003 accroissant les rémunérations en contrepartie d'engagements individuels. Le 1<sup>er</sup> avril, les honoraires de garde ambulancière ont été revalorisés.

## T28 – évolution de la consommation de transports de malades

	90-95	95-2000	2001	2002	2003
					en %
Valeur	6,7	5,1	8,8	9,2	8,1
Prix	2,2	1,9	3,3	2,1	1,7
Volume	4,4	3,2	5,3	7,0	6,3

Source : Drees

## IV. LES MÉDICAMENTS

En 2003, la consommation de médicaments atteint 30,4 milliards d'euros, soit une progression de 6,5 % contre 4,9 % en 2002. Par personne, le montant est de 494 euros soit une progression de 6,0 % par rapport à 2002.

Plusieurs mesures concernant le médicament sont entrées en vigueur en 2003. On citera :

- la baisse du taux de remboursement de 65 % à 35 % de 616 spécialités pharmaceutiques à Service médical rendu (SMR) jugé faible ou modéré (arrêté du 18 avril) ;
- l'application progressive de la première vague de TFR (tarifs forfaitaires de responsabilité : remboursement du médicament princeps au prix du générique), à compter du 8 septembre. Cette mesure concerne 29 molécules, 63 groupes génériques et 71 TFR ;
- la radiation de la liste des médicaments remboursables de 82 spécialités à SMR jugé insuffisant à compter du 25 octobre.

### T29 – évolution de la consommation de médicaments

	en %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	6,1	5,4	7,9	4,9	6,5
Prix	0,6	0,0	-1,1	-1,1	-0,4
Volume	5,5	5,3	9,1	6,1	7,0

Source : Drees

L'Insee publie séparément l'indice des prix des spécialités remboursables et celui des spécialités non remboursables, en moyenne annuelle et base 100 en 1998. L'analyse du prix des médicaments à partir de ces indices fait ressortir nettement (tableau 30) que ce sont les médicaments remboursables, dont les prix sont administrés, qui ont été à l'origine de l'évolution négative des prix depuis 1999.

Les nouveaux produits mis chaque année sur le marché interviennent pour environ un tiers dans la croissance du marché des médicaments remboursables. Ceci explique aussi la faiblesse des évolutions des prix. En effet les indices correspondants sont calculés à structure constante d'une année sur l'autre et retracent ainsi des évolutions plus faibles que celles des prix moyens des médicaments.

### T30 – indice des prix des spécialités pharmaceutiques

	base 100 = 1998					
	1998	1999	2000	2001	2002	2003
• SPÉCIALITÉS REMBOURSABLES	100,0	99,5	98,8	97,5	96,0	95,2
<i>Évolution annuelle en %</i>		-0,5	-0,7	-1,3	-1,5	-0,8
• SPÉCIALITÉS NON REMBOURSABLES	100,0	102,4	104,7	106,3	109,4	113,3
<i>Évolution annuelle en %</i>		2,4	2,2	1,5	2,9	3,6
• ENSEMBLE	100,0	99,8	99,4	98,3	97,2	96,8
<i>Évolution annuelle en %</i>		-0,2	-0,4	-1,1	-1,1	-0,4

Source : INSEE

En 2003, les ventes de médicaments génériques poursuivent leur forte progression (+38 % par rapport à 2002, soit une croissance près de six fois supérieure à celle du marché global). Étant donné leur prix inférieur de 20 % en moyenne à celui des médicaments de référence, ils contribuent à modérer en valeur la croissance globale du marché. Leur part dans le chiffre d'affaires des produits du répertoire de septembre 2003 (médicaments génériques et princeps) augmente de 26 % en 2002 à 36 % en 2003. Dans le même temps, leur part dans l'ensemble du marché des médicaments remboursables passe de 4,1 % en 2002 à 5,4 % en 2003<sup>2</sup>.

Au sein de l'évolution de la consommation de médicaments, il faut distinguer les ventes en ville, par les officines pharmaceutiques, et les ventes, par les pharmacies hospitalières (appelées « rétrocession hospitalière »), à des patients non hospitalisés. Ces dernières ont doublé de 2000 à 2003. La place occupée par la rétrocession hospitalière dans la dépense totale de médicament, si elle est encore faible, croît donc à vive allure : de 5,3 % en 2000 à 8,5 % en 2003. Ceci n'est pas sans importance puisque les prix de vente des

<sup>2</sup> AMAR Elise : « L'évolution des ventes de médicaments remboursables », Drees, *Études et Résultats*, à paraître.

« rétrocessions » sont négociés librement alors que les prix pratiqués en officines sont administrés. Les uns et les autres donnent cependant lieu à des remboursements par l'Assurance maladie (1,3 milliards d'euros en 2003 pour la rétrocession dans le seul Régime général).

## V. LES AUTRES BIENS MÉDICAUX

Leur consommation totale s'élève à 8,6 milliards d'euros en 2003, soit 3,9 milliards d'euros pour l'optique, 2,2 milliards d'euros pour les prothèses, orthèses et véhicules pour handicapés physiques, et 2,6 milliards d'euros de petits matériels et pansements.

La consommation des « autres biens médicaux » a progressé en valeur de 7,5 % en 2003 contre 9,0 % en 2002.

### T31 – évolution de la consommation des autres biens médicaux

	en %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
<b>OPTIQUE</b>					
• Valeur	7,5	5,0	10,8	4,4	4,4
• Prix	3,7	1,0	1,1	1,4	2,5
• Volume	3,7	4,0	9,6	2,9	1,8
<b>PROTHÈSES, ORTHÈSES, VHP*</b>					
• Valeur	7,3	2,9	9,4	10,1	6,9
• Prix	1,6	0,5	0,9	1,1	1,7
• Volume	5,6	2,3	8,4	8,9	5,1
<b>PETITS MATÉRIELS ET PANSEMENTS</b>					
• Valeur	23,5	32,9	15,9	16,4	13,2
• Prix	1,8	1,0	1,0	1,5	1,8
• Volume	21,3	31,9	14,7	14,7	11,2

\* Véhicules pour handicapés physiques.

Source : Drees

#### • *Optique*

Le taux de croissance de la consommation d'optique, que ce soit en valeur ou en volume, s'infléchit fortement depuis l'année 2000. Cette décélération marque un palier en 2003, le taux d'évolution constaté étant identique à celui de 2002 (+4,4 %, tableau 31).

Depuis le 14 octobre 2003, les clients des opticiens conventionnés n'ont plus à faire l'avance des frais correspondants aux prestations de l'Assurance maladie.

#### • *Prothèses, orthèses, VHP*

L'évolution de la consommation de prothèses [incluant les orthèses – articles de contention – et les Véhicules pour handicapés physiques (VHP)] avait connu une décélération au début des années quatre-vingt-dix. Depuis 2000, la croissance se maintient à un niveau élevé. Cependant l'année 2003 enregistre un retrait relatif avec un taux de croissance de 6,9 % en valeur et de 5,1 % en volume.

#### • *Petits matériels et pansements*

Ce poste est d'une grande hétérogénéité (des cannes anglaises aux lits médicalisés). Il comprend plus de 6 000 lignes de nomenclature.

De tous les soins et biens médicaux, ce sont les dépenses de petits matériels et pansements (ces derniers représentent 20 % du poste) qui connaissent la plus forte progression : depuis 1990, leur valeur a été multipliée par plus de dix-huit. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt dix, le taux de progression s'est situé autour de 30 % par an. Depuis l'année 2000, le taux de croissance s'infléchit pour atteindre, en 2003, 13,2 % en valeur.

L'augmentation, tant du nombre de patients que du volume de matériel mis à leur disposition, renforce le poids de l'assistance respiratoire. La progression de l'effectif des personnes âgées dépendantes gardées à domicile entraîne, quant à elle, celle de l'ensemble des dispositifs médicalisés : lits, matelas, VHP, potences etc., comme elle développe, on l'a vu, les Services infirmiers de soins à domicile (SSIAD).

## VI. LA CONSOMMATION DE SERVICES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE ET D'AUTRES SERVICES DE SANTÉ PUBLIQUE

La consommation statistiquement identifiable de services de médecine préventive et d'autres services de prévention s'élève à 3,1 milliards d'euros en 2003 (tableau 32). Son taux d'augmentation (3,6 % en valeur par rapport à 2002) reste assez nettement inférieur à ceux de la période précédente.

Seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables. Ceci minore l'importance réelle des dépenses de prévention, qui sont pour une large part incluses dans les dépenses de soins. Cette sous-estimation a été mise en évidence par une étude spécifique conduite par le Credes et la Drees<sup>3</sup>. Ces travaux ont porté le poids de l'ensemble de la prévention dans la dépense courante de santé de 2,3 % à environ 7 % proposé en première estimation pour l'année 1998.

Le poste médecine préventive des Comptes de la santé comprend à cet égard deux volets :

### a) La médecine préventive proprement dite, les vaccins et les dépistages

Ce sont les actes médicaux (médecine scolaire, médecine du travail, PMI et planning familial...) statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) qui sont en revanche effectués en ville sont statistiquement confondus dans les remboursements de soins et ignorés. Seuls les vaccins (et non la vaccination) qui sont, désormais, déclarés à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), font l'objet d'un suivi statistique.

### b) Les programmes spécifiques de santé publique

Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies ou sur les comportements et situations à risque (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme, sida, actions en direction des populations à risques).

### T32 – consommation de services de médecine préventive

	Taux d'évolution annuels en %					Montants 2003 (en millions d'euros)
	90-95	95-2000	2001	2002	2003	
MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	4,6	3,5	4,2	6,9	7,4	2 904
• Médecine du travail	4,5	4,3	4,0	7,2	5,8	1 414
• Médecine scolaire	5,4	2,8	7,0	3,9	3,2	454
• PMI et planning familial	5,3	3,1	3,0	11,3	12,9	578
• Prophylaxie, dépistages, examens	3,2	2,7	3,2	3,9	10,4	457
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	9,9	7,7	-2,1	6,1	-30,6	209
TOTAL	5,0	3,9	3,5	6,8	3,6	3 113

Source : Drees

<sup>3</sup> LE FUR Philippe, PARIS Valérie, PEREIRA Céline, RENAUD Thomas, SERMET Catherine : « Les dépenses de prévention dans les Comptes nationaux de la santé », *Études et résultats*, Drees, n° 247, juillet 2003.

# LA DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ

La dépense courante de santé récapitule l'ensemble des versements intervenus chaque année au titre de la santé (dépenses en capital exclues).

Elle regroupe :

- la consommation de soins et biens médicaux,
- les dépenses d'aides aux malades (indemnités journalières),
- les dépenses de subventions au système de soins (prise en charge des cotisations sociales des médecins du Secteur I et des autres praticiens conventionnés),
- les dépenses de prévention regroupant la médecine préventive et les missions de santé publique à caractère général,
- la recherche médicale et pharmaceutique,
- la formation des professionnels de la santé,
- les dépenses de gestion générale de la santé (fonctionnement du ministère de la Santé, gestion des prestations de soins par les mutuelles et les administrations privées intervenant dans le domaine de la santé).

En 2003, le montant de la dépense courante de santé s'élève à 168,1 milliards d'euros. Elle représente 10,79 % du PIB, soit une augmentation de 0,46 point par rapport à 2002.

## T33 – dépense courante de santé (en valeur)

	Montants 2003 (en millions d'euros)	Structure (en %)
DÉPENSES POUR LES MALADES	157 640	93,8
• Soins et biens médicaux*	145 227	86,4
• Aides aux malades	10 492	6,2
• Subventions au système de soins	1 921	1,1
DÉPENSES DE PRÉVENTION	3 879	2,3
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	7 388	4,4
• Recherche	6 611	3,9
• Formation	776	0,5
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	2 934	1,7
DOUBLE COMPTE**	-3 758	-2,2
DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ	168 084	100,0
PRODUIT INTERIEUR BRUT (P.I.B.)	1 557 200	

\* La différence entre cette évaluation et celle du tableau I concerne l'hôpital public ; le tableau I évalue la consommation de soins, alors que le tableau ci-dessus retrace l'ensemble des financements.

\*\*Dépenses de recherche pharmaceutique financées en partie par la vente des médicaments et par les dépenses de recherche clinique des hôpitaux financées par la dotation globale.

Source : Drees, Insee

Le tableau 33 réserve une place apparemment faible aux dépenses de prévention (2,3 % en 2003, pourcentage presque identique à celui des années antérieures). La notion de prévention retenue ici est pourtant plus large que celle décrite au tableau 32 (Consommation de médecine préventive) qui ne cerne que les dépenses statistiquement isolables.

On trouvera en annexe III, page 53 une description des dépenses de prévention prises en compte, qui ajoute à la consommation de médecine préventive, les missions de santé publique à caractère général.

Le tableau 34 présente l'évolution et la structure de la dépense courante de santé depuis 2001. Sa hausse en valeur est de +6,5 % en 2003, rythme légèrement supérieur à celui de 2002 (+6,3 %). Son évolution est essentiellement liée à celle de la consommation de soins et de biens médicaux qui en représente la majeure part : 86,4 %.

**T34 – évolution et structure de la dépense courante de santé (en valeur)**

	Évolution annuelle (en %)			Structure (en %)		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003
DÉPENSES POUR LES MALADES	5,6	6,3	6,8	93,5	93,5	93,5
• Soins et biens médicaux	5,5	6,1	6,6	86,5	86,5	86,3
DÉPENSES DE PRÉVENTION	3,6	5,3	5,1	2,4	2,4	2,3
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	2,6	10,5	5,8	4,4	4,3	4,4
• Recherche	2,6	11,2	6,4	3,9	3,8	3,9
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	5,5	4,2	4,2	1,8	1,8	1,8
DOUBLE COMPTE	-	-	-	-2,1	-2,0	-2,1
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	5,6	6,3	6,5	100,0	100,0	100,0
PRODUIT INTERIEUR BRUT (P.I.B.)	3,9	3,5	2,0			

Source : Drees, Insee

# deuxième partie

## le financement de la dépense de soins et de biens médicaux

Le financement de cette partie de la dépense de santé est alloué aux prestataires de soins<sup>4</sup> et aux distributeurs de biens médicaux<sup>5</sup>. Il comprend les dépenses de l'Assurance maladie, de l'État et des collectivités locales, des mutuelles, institutions de prévoyance et sociétés d'assurance ainsi que celles des ménages.

Le taux de couverture des dépenses par la Sécurité sociale se mesure par le rapport entre les remboursements des régimes sociaux et l'ensemble de la dépense pour chaque catégorie de soins et de biens médicaux (remboursables et non remboursables).

---

<sup>4</sup> Hôpitaux, cabinets libéraux, laboratoires d'analyses.

<sup>5</sup> Officines pharmaceutiques et autres distributeurs de biens médicaux.

## LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE COMPLÉMENTAIRE dans les Comptes nationaux de la santé

La Couverture maladie universelle (CMU) complémentaire, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, est un dispositif en faveur des ménages à revenus modestes qui permet une prise en charge plus complète que celle assurée par les régimes de base d'assurance maladie.

La CMU complémentaire s'est substituée à l'aide médicale gratuite financée par les conseils généraux. Son fonctionnement associe de façon complexe les régimes d'assurance maladie et les organismes dispensant des couvertures complémentaires maladie.

Le « Fonds CMU » assure le financement de la protection complémentaire en cas de maladie. Son traitement dans les tableaux de financement des Comptes nationaux de la santé est décrit ci-dessous.

Les bénéficiaires de la CMU complémentaire peuvent recevoir leurs remboursements, sur option de leur part, soit de leur caisse primaire d'assurance maladie, soit d'un organisme de couverture complémentaire maladie participant à la CMU.

Le Fonds CMU est chargé de financer ces organismes à hauteur des coûts engendrés par la CMU. Il dispose à cette fin de deux ressources :

- une dotation du budget de l'État ;
- le produit d'une contribution au taux de 1,75 % sur l'ensemble des contrats de couverture complémentaire maladie.

Le Fonds CMU rembourse les organismes du coût de la CMU complémentaire selon les modalités suivantes :

- les dépenses engagées au titre de la CMU par les régimes d'assurance maladie sont remboursées pour leur coût exact ;
- les dépenses des organismes complémentaires sont couvertes, sur une base forfaitaire, à raison de 283 euros par an et par bénéficiaire en 2003. Ce montant vient en déduction de celui dû au titre de la contribution de 1,75 % ;
- Cependant, quelques organismes complémentaires ont un montant total de contribution de 1,75 % inférieur à la base forfaitaire de prise en charge (nombre de bénéficiaires multiplié par 283 euros en 2003). Dans ce cas le Fonds CMU rembourse la différence aux organismes concernés.

Le tableau suivant donne le compte simplifié du Fonds CMU pour l'année 2003.

(en millions d'euros)

<i>Charges</i>		<i>Produits</i>	
Paiements aux régimes de base	1177	Dotations de l'État	970
Paiements aux régimes complémentaires	59	Contribution des organismes complémentaires	234
Provisions	157	Reprises sur provisions	190
Gestion administrative	1		
<b>Total des charges</b>	<b>1394</b>	<b>Total des produits</b>	<b>1394</b>

Source : Fonds CMU

Le traitement de la CMU complémentaire dans les Comptes nationaux de la santé ne vise pas à décrire l'ensemble complexe de ces circuits financiers, mais simplement à identifier les financeurs directs des dépenses de santé. Ainsi, les dépenses au titre de la CMU complémentaire sont-elles incluses dans deux colonnes du tableau de financement des Comptes de la santé (cf. tableaux détaillés pages 71 à 84) :

- les remboursements du Fonds CMU aux organismes de base d'assurance maladie figurent dans la colonne « État, collectivités locales et CMU », soit 1 200 millions d'euros en 2003 en dates de soins (1 177 en dates de remboursement) ;
- les prestations versées aux bénéficiaires de la CMU complémentaire figurent dans les colonnes « mutuelles », « sociétés d'assurance » et « institutions de prévoyance ». Elles ne peuvent être isolées du montant total de leurs prestations. Celui-ci est, en effet, estimé globalement à l'aide de l'enquête « État statistique annuel relatif aux groupements mutualistes ayant plus de 3 500 personnes protégées et /ou gérant une œuvre sociale ».

## I. STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE COURANTE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX

### T35 – structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

	en %					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003
• Sécurité sociale	76,1	75,7	75,4	75,4	75,6	75,8
• État et collectivités locales	1,1	1,1	1,2	1,3	1,2	1,2
• Mutuelles	6,1	6,9	7,2	7,1	7,0	7,0
• Sociétés d'assurance	16,7	3,1	2,6	2,6	2,7	2,8
• Institutions de prévoyance		1,5	2,2	2,4	2,5	2,5
• Ménages		11,7	11,4	11,3	11,0	10,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees

La part de la Sécurité sociale dans la couverture de l'ensemble des dépenses de soins et de biens médicaux progresse de 2000 à 2003. Elle atteint 75,8 % soit 0,4 point de plus qu'en 2000 et retrouve ainsi son niveau de 1995. Cette augmentation est la résultante de deux tendances de sens inverse : la déformation de la structure de la consommation en faveur des soins et biens médicaux moins bien remboursés (médicaments, optique et prothèses dentaires) et la croissance du nombre de patients atteints d'une Affection de longue durée (ALD prise en charge à 100 %) dont l'incidence est encore plus prononcée.

Les Comptes de l'année 2003 confirment la poursuite des autres tendances, caractérisées par la diminution de la part du financement laissée à la charge directe des ménages. Les contributions des assurances, institutions de prévoyance et mutuelles se stabilisent.

## II. STRUCTURE DE FINANCEMENT DE L'HÔPITAL ET DES SECTIONS MÉDICALISÉES

### T36 – structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

	en %					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003
• Sécurité sociale	90,8	91,6	91,2	91,2	91,2	91,4
• État, collectivités locales ou CMU	1,4	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
• Mutuelles	1,7	2,1	2,2	2,1	2,1	2,0
• Sociétés d'assurance	6,2	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9
• Institutions de prévoyance		0,4	0,8	0,8	0,9	0,9
• Ménages		4,2	3,9	3,8	3,7	3,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees

La part de la Sécurité sociale dans le financement du secteur hospitalier est la plus élevée de tous les postes de dépenses de soins et biens médicaux. Elle augmente de 0,2 point en 2003.

Dans le secteur public hospitalier, la dotation globale évolue plus rapidement que les recettes du forfait journalier et du ticket modérateur. Ces évolutions différenciées découlent de la diminution du nombre de journées d'hospitalisation.

Dans le secteur privé, la stabilité du forfait journalier et la moindre progression du montant des honoraires accentue la part des frais de séjour. Ceci augmente le taux de couverture de la Sécurité sociale.

### III. STRUCTURE DE FINANCEMENT DES PRESTATAIRES DE SOINS AMBULATOIRES

T37 – structure de financement des prestataires de soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	en %
• Sécurité sociale	64,8	63,5	63,9	64,1	64,0	64,2	
• État, collectivités locales et CMU	0,8	1,1	1,2	1,4	1,3	1,2	
• Mutuelles	10,0	11,5	11,9	11,6	11,4	11,1	
• Sociétés d'assurance		5,9	4,7	4,6	4,7	5,0	
• Institutions de prévoyance	24,4	2,9	3,7	4,3	4,2	4,1	
• Ménages		15,1	14,6	14,0	14,3	14,3	
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : Drees

La part versée par la Sécurité sociale diminue de 0,1 point en 2002 mais progresse de 0,2 point en 2003 alors que la participation directe des ménages se stabilise. La diminution observée en 2002 provient en partie de l'augmentation du nombre et du montant des dépassements pratiqués par les médecins. En 2003, la part des dépassements dans l'ensemble des honoraires se stabilise au niveau de 2002, soit un point de plus que les années antérieures. Les soins des infirmiers, en 2003, expliquent l'essentiel de l'augmentation du taux de couverture (augmentation des SSIAD et des hospitalisations à domicile).

### IV. STRUCTURE DE FINANCEMENT DES DISTRIBUTEURS DE BIENS MÉDICAUX

T38 – structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	en %
• Sécurité sociale	55,8	54,9	57,9	58,6	59,7	60,0	
• État et collectivités locales	0,8	1,0	1,2	1,3	1,1	1,0	
• Mutuelles	11,6	12,0	11,6	11,2	11,4	11,4	
• Sociétés d'assurance		5,1	3,9	3,7	3,7	3,8	
• Institutions de prévoyance	31,7	2,6	3,4	3,4	3,5	3,6	
• Ménages		24,4	21,9	21,8	20,6	20,1	
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : Drees

De 1995 à 2003, le taux de remboursement moyen des biens médicaux par la Sécurité sociale a augmenté de 5,1 points. Entre 2001 et 2003, la progression est de 1,4 point.

Ces évolutions notables s'expliquent en partie par un glissement de la consommation vers les médicaments les mieux remboursés. Il s'y ajoute un accroissement continu du poids relatif des remboursements à 100 % réservés pour l'essentiel aux Affections de longue durée (ALD). Ceux-ci représentent en 2003 plus de la moitié des médicaments remboursés par les régimes de base.

Enfin, au sein des autres biens médicaux, seule la part des petits matériels et pansements dans les dépenses de prestations augmente. Son taux moyen de couverture par la Sécurité sociale est de 88,6 % contre 67,0 % pour les prothèses et 4,1 % pour l'optique. C'est donc un effet de structure qui porte le taux de remboursement de l'ensemble du poste « autres biens médicaux » de 45,9 % à 48,6 %, la part prise par la Sécurité sociale dans le financement augmentant ainsi de 2,7 points entre 2002 et 2003.

# *annexes*

<i>I</i> • LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE.....	39
<i>II</i> • LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2003.....	41
<i>III</i> • MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGE ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE.....	57
<i>IV</i> • LES DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUES.....	59
<i>V</i> • LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ.....	61

# annexe I

## LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE

### *PART DE LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LE PIB (EN %)*

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	8,5	10,6	10,9	10,7	10,6	10,6	10,6	10,8	10,9
Australie	7,8	8,2	8,4	8,5	8,6	8,8	9,0	9,1	
Autriche	7,1	8,2	8,3	7,6	7,7	7,8	7,7	7,6	7,7
Belgique	7,4	8,7	8,9	8,6	8,6	8,7	8,8	9,0	9,1
Canada	9,0	9,2	9,0	8,9	9,2	9,0	8,9	9,4	9,6
Corée	4,4	4,4	4,6	4,7	4,8	5,0	5,1	5,9	0,0
Danemark	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,4	8,6	8,8
Espagne	6,7	7,6	7,6	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,6
Etats-Unis	11,9	13,3	13,2	13,0	13,0	13,0	13,1	13,9	14,6
Finlande	7,8	7,5	7,6	7,3	6,9	6,9	6,7	7,0	7,3
<b>France</b>	<b>8,6</b>	<b>9,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,4</b>	<b>9,3</b>	<b>9,3</b>	<b>9,3</b>	<b>9,4</b>	<b>9,7</b>
Grèce	7,4	9,6	9,6	9,4	9,4	9,6	9,7	9,4	9,5
Hongrie		7,5	7,2	7,0	7,3	7,4	7,1	7,4	7,8
Irlande	6,1	6,8	6,6	6,4	6,2	6,3	6,4	6,9	7,3
Islande	8,0	8,4	8,4	8,1	8,6	9,4	9,2	9,2	9,9
Italie	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,1	8,3	8,5
Japon	5,9	6,8	7,0	6,9	7,2	7,4	7,6	7,8	0,0
Luxembourg	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,2	5,5	5,9	6,2
Mexique	4,8	5,6	5,1	5,3	5,4	5,6	5,6	6,0	6,1
Norvège	7,7	7,9	7,9	7,8	8,5	8,5	7,7	8,1	8,7
Nouvelle-Zélande	6,9	7,2	7,2	7,4	7,9	7,8	7,9	8,0	8,5
Pays-Bas	8,0	8,4	8,3	8,2	8,1	8,2	8,2	8,5	9,1
Pologne	4,9	5,6	6,0	5,7	6,0	5,9	5,7	6,0	6,1
Portugal	6,2	8,2	8,4	8,5	8,4	8,7	9,2	9,3	9,3
Royaume-Uni	6,0	7,0	7,0	6,8	6,9	7,2	7,3	7,5	7,7
République Slovaque				5,8	5,7	5,8	5,5	5,6	5,7
République Tchèque	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,3	7,4
Suisse	8,3	9,7	10,1	10,2	10,3	10,5	10,4	10,9	11,2
Suède	8,4	8,1	8,4	8,2	8,3	8,4	8,4	8,8	9,2
Turquie	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8	6,4	6,6		

Copyright ECO-SANTÉ OCDE 2004, 1ère édition

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : elle est évaluée à partir de la dépense courante de santé en défalquant les indemnités journalières, les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant la formation brute de capital fixe du secteur hospitalier public.

Dans ce cadre harmonisé, et sur des données provisoires, l'OCDE évalue à 9,7 % la part de la dépense nationale de santé dans le PIB de la France en 2002. Les données semi-définitives établies pour l'année 2002 dans les présents comptes de la santé confirment ce ratio.

Ces dernières données, relatives à l'année 2002, situent la France au cinquième rang derrière les États-Unis (14,6 %), la Suisse (11,2 %), l'Allemagne (10,9 %) et l'Islande (9,9 %). La part des dépenses de santé de la France dans le PIB croît au total de 1,1 point de PIB entre 1990 et 2002. De ce point de vue, elle se place au dixième rang des vingt quatre pays de l'OCDE recensés aux deux dates. La France est ainsi au même niveau que les Pays-Bas et assez loin derrière les États-Unis (hausse de 2,7 points), la Grèce (hausse de 2,9 points) ou le Portugal (hausse de 3,1 points).

# *annexe II*

## LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2003

Les comptes du secteur public hospitalier sont établis chaque année.

Ils sont cohérents avec les agrégats suivants des Comptes de la santé :

- la consommation médicale totale ;
- la dépense courante de santé.

Ils sont intégrés dans les Comptes nationaux présentés à la Commission des Comptes de la nation.

Les comptes de 1990 à 2001 sont des comptes définitifs.

Les comptes des années 2002 et 2003 seront corrigés au cours des deux années qui viennent, au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données statistiques. Ils seront présentés, ainsi que les années antérieures dans la nouvelle base des Comptes nationaux, la base 2000.

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 990	RESSOURCES	1 990
Consommation intermédiaire	8 119	Prestations de services non marchands	28 626
Valeur ajoutée brute	24 342	- dont : paiements partiels	3 006
		Ventes	3 835
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>32 461</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>32 461</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	15 960		
• charges sociales	5 440		
• impôts sur la production	1 710		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 232		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 990	RESSOURCES	1 990
Transferts courants divers	698	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 232
Intérêts versés	617	Dotation globale	27 176
Primes d'assurance-dommage	87	Transferts courants divers	34
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	25 620	Conventions internationales	144
Solde : épargne	1 590	Intérêts reçus	26
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>28 611</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>28 611</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 990	RESSOURCES	1 990
Formation brute de capital fixe	2 158	Épargne (reprise du solde précédent)	1 590
		Aide à l'investissement	243
Solde :	-325		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>1 833</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>1 833</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 991	RESSOURCES	1 991
Consommation intermédiaire	8 629	Prestations de services non marchands	30 263
Valeur ajoutée brute	25 724	- dont : paiements partiels	3 113
		Ventes	4 090
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>34 353</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>34 353</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	16 806		
• charges sociales	5 725		
• impôts sur la production	1 819		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 374		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 991	RESSOURCES	1 991
Transferts courants divers	733	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 374
Intérêts versés	680	Dotation globale	28 589
Primes d'assurance-dommage	91	Transferts courants divers	35
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	27 150	Conventions internationales	152
Solde : épargne	1 523	Intérêts reçus	27
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>30 177</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>30 177</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 991	RESSOURCES	1 991
Formation brute de capital fixe	2 458	Épargne (reprise du solde précédent)	1 523
		Aide à l'investissement	275
Solde :	-660		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>1 798</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>1 798</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 992	RESSOURCES	1 992
Consommation intermédiaire	8 971	Prestations de services non marchands	32 301
Valeur ajoutée brute	27 671	- dont : paiements partiels	3 269
		Ventes	4 341
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>36 642</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>36 642</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	18 118		
• charges sociales	6 096		
• impôts sur la production	1 965		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 492		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 992	RESSOURCES	1 992
Transferts courants divers	779	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 492
Intérêts versés	708	Dotation globale	30 545
Primes d'assurance-dommage	95	Transferts courants divers	37
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	29 032	Conventions internationales	171
Solde : épargne	1 659	Intérêts reçus	27
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>32 272</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>32 272</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 992	RESSOURCES	1 992
Formation brute de capital fixe	2 711	Épargne (reprise du solde précédent)	1 659
		Aide à l'investissement	305
Solde :	-747		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>1 964</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>1 964</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 993	RESSOURCES	1 993
Consommation intermédiaire	10 091	Prestations de services non marchands	34 267
Valeur ajoutée brute	29 205	- dont : paiements partiels	3 286
		Ventes	5 029
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>39 296</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>39 296</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	19 047		
• charges sociales	6 394		
• impôts sur la production	2 086		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 678		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 993	RESSOURCES	1 993
Transferts courants divers	738	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 678
Intérêts versés	677	Dotation globale	32 550
Primes d'assurance-dommage	103	Transferts courants divers	367
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	30 981	Conventions internationales	158
Solde : épargne	2 285	Intérêts reçus	30
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>34 784</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>34 784</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 993	RESSOURCES	1 993
Formation brute de capital fixe	2 856	Épargne (reprise du solde précédent)	2 285
		Aide à l'investissement	193
Solde :	-378		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>2 478</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>2 478</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 994	RESSOURCES	1 994
Consommation intermédiaire	10 386	Prestations de services non marchands	35 778
Valeur ajoutée brute	30 632	- dont : paiements partiels	3 451
		Ventes	5 240
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>41 018</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>41 018</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	19 928		
• charges sociales	6 695		
• impôts sur la production	2 216		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 793		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 994	RESSOURCES	1 994
Transferts courants divers	667	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 793
Intérêts versés	671	Dotation globale	33 939
Primes d'assurance-dommage	123	Transferts courants divers	324
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	32 327	Conventions internationales	148
Solde : épargne	2 445	Intérêts reçus	28
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>36 232</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>36 232</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 994	RESSOURCES	1 994
Formation brute de capital fixe	2 904	Épargne (reprise du solde précédent)	2 445
		Aide à l'investissement	278
Solde :	-181		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>2 723</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>2 723</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 995	RESSOURCES	1 995
Consommation intermédiaire	10 709	Prestations de services non marchands	37 708
Valeur ajoutée brute	32 503	- dont : paiements partiels	3 590
		Ventes	5 504
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>43 212</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>43 212</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	20 826		
• charges sociales	7 424		
• impôts sur la production	2 369		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 884		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 995	RESSOURCES	1 995
Transferts courants divers	684	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 884
Intérêts versés	669	Dotation globale	35 854
Primes d'assurance-dommage	133	Transferts courants divers	441
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	34 119	Conventions internationales	146
Solde : épargne	2 746	Intérêts reçus	25
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>38 351</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>38 351</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 995	RESSOURCES	1 995
Formation brute de capital fixe	2 855	Épargne (reprise du solde précédent)	2 746
		Aide à l'investissement	272
Solde :	163		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>3 018</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>3 018</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 996	RESSOURCES	1 996
Consommation intermédiaire	10 859	Prestations de services non marchands	38 854
Valeur ajoutée brute	33 496	- dont : paiements partiels	3 848
		Ventes	5 501
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>44 355</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>44 355</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	21 432		
• charges sociales	7 619		
• impôts sur la production	2 450		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	1 995		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 996	RESSOURCES	1 996
Transferts courants divers	735	Dotation aux amortissements (immobilisations)	1 995
Intérêts versés	655	Dotation globale	36 625
Primes d'assurance-dommage	150	Transferts courants divers	463
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 006	Conventions internationales	124
Solde : épargne	2 687	Intérêts reçus	27
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>39 234</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>39 234</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 996	RESSOURCES	1 996
Formation brute de capital fixe	2 985	Épargne (reprise du solde précédent)	2 687
		Aide à l'investissement	259
Solde :	-39		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>2 946</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>2 946</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 997	RESSOURCES	1 997
Consommation intermédiaire	11 056	Prestations de services non marchands	39 269
Valeur ajoutée brute	33 945	- dont : paiements partiels	3 919
		Ventes	5 732
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>45 001</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>45 001</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	21 802		
• charges sociales	7 728		
• impôts sur la production	2 328		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 087		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 997	RESSOURCES	1 997
Transferts courants divers	752	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 087
Intérêts versés	611	Dotation globale	37 057
Primes d'assurance-dommage	129	Transferts courants divers	440
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 350	Conventions internationales	127
Solde : épargne	2 893	Intérêts reçus	24
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>39 736</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>39 736</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 997	RESSOURCES	1 997
Formation brute de capital fixe	2 783	Épargne (reprise du solde précédent)	2 893
Solde :	362	Aide à l'investissement	252
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>3 145</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>3 145</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 998	RESSOURCES	1 998
Consommation intermédiaire	11 494	Prestations de services non marchands	41 040
Valeur ajoutée brute	35 523	- dont : paiements partiels	3 959
		Ventes	5 977
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>47 017</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>47 017</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	22 807		
• charges sociales	8 066		
• impôts sur la production	2 448		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 203		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 998	RESSOURCES	1 998
Transferts courants divers	753	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 203
Intérêts versés	578	Dotation globale	38 548
Primes d'assurance-dommage	132	Transferts courants divers	463
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	37 081	Conventions internationales	133
Solde : épargne	2 823	Intérêts reçus	21
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>41 368</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>41 368</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 998	RESSOURCES	1 998
Formation brute de capital fixe	2 862	Épargne (reprise du solde précédent)	2 823
		Aide à l'investissement	131
Solde :	93		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>2 955</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>2 955</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	1 999	RESSOURCES	1 999
Consommation intermédiaire	11 962	Prestations de services non marchands	42 209
Valeur ajoutée brute	36 637	- dont : paiements partiels	3 965
		Ventes	6 390
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>48 599</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>48 599</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	23 483		
• charges sociales	8 328		
• impôts sur la production	2 548		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 278		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	1 999	RESSOURCES	1 999
Transferts courants divers	824	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 278
Intérêts versés	532	Dotation globale	39 461
Primes d'assurance-dommage	101	Transferts courants divers	525
Dépenses d'exploitation		Conventions internationales	127
non couvertes par les recettes propres	38 244	Intérêts reçus	19
Solde : épargne	2 709		
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>42 411</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>42 411</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	1 999	RESSOURCES	1 999
Formation brute de capital fixe	3 005	Épargne (reprise du solde précédent)	2 709
		Aide à l'investissement	130
Solde :	-166		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>2 839</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>2 839</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	2 000	RESSOURCES	2 000
Consommation intermédiaire	12 301	Prestations de services non marchands	43 727
Valeur ajoutée brute	38 144	- dont : paiements partiels	4 071
		Ventes	6 718
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>50 445</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>50 445</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	24 365		
• charges sociales	8 723		
• impôts sur la production	2 672		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 384		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	2 000	RESSOURCES	2 000
Transferts courants divers	764	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 384
Intérêts versés	537	Dotation globale	40 843
Primes d'assurance-dommage	112	Transferts courants divers	762
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	39 656	Conventions internationales	131
Solde : épargne	3 070	Intérêts reçus	19
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>44 140</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>44 140</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	2 000	RESSOURCES	2 000
Formation brute de capital fixe	3 074	Épargne (reprise du solde précédent)	3 070
		Aide à l'investissement	142
Solde :	138		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>3 212</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>3 212</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	2 001	RESSOURCES	2 001
Consommation intermédiaire	13 113	Prestations de services non marchands	45 600
Valeur ajoutée brute	39 751	- dont : paiements partiels	4 122
		Ventes	7 264
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>52 864</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>52 864</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	25 372		
• charges sociales	9 120		
• impôts sur la production	2 774		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 485		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	2 001	RESSOURCES	2 001
Transferts courants divers	752	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 485
Intérêts versés	532	Dotation globale	42 563
Primes d'assurance-dommage	111	Transferts courants divers	799
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	41 478	Conventions internationales	125
Solde : épargne	3 120	Intérêts reçus	20
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>45 992</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>45 992</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	2 001	RESSOURCES	2 001
Formation brute de capital fixe	3 071	Épargne (reprise du solde précédent)	3 120
		Aide à l'investissement	152
Solde :	201		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>3 272</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>3 272</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	2 002	RESSOURCES	2 002
Consommation intermédiaire	14 132	Prestations de services non marchands	48 476
Valeur ajoutée brute	42 645	- dont : paiements partiels	4 359
		Ventes	8 300
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>56 776</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>56 776</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	27 277		
• charges sociales	9 845		
• impôts sur la production	2 988		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 535		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	2 002	RESSOURCES	2 002
Transferts courants divers	916	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 535
Intérêts versés	498	Dotation globale	45 003
Primes d'assurance-dommage	115	Transferts courants divers	1 196
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	44 117	Conventions internationales	127
Solde : épargne	3 235	Intérêts reçus	20
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>48 882</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>48 882</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	2 002	RESSOURCES	2 002
Formation brute de capital fixe	3 361	Épargne (reprise du solde précédent)	3 235
		Aide à l'investissement	170
Solde :	44		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>3 405</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>3 405</b>

## 1<sup>er</sup> groupe : comptes de production / exploitation

millions d'euros

EMPLOIS	2 003	RESSOURCES	2 003
Consommation intermédiaire	15 275	Prestations de services non marchands	51 164
Valeur ajoutée brute	44 893	- dont : paiements partiels	4 450
		Ventes	9 004
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>60 168</b>	<b>PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER</b>	<b>60 168</b>
Décomposition de la valeur ajoutée :			
• salaires et traitements bruts	28 695		
• charges sociales	10 413		
• impôts sur la production	3 116		
• dotation aux amortissements (immobilisations)	2 669		

## 2<sup>ème</sup> groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

millions d'euros

EMPLOIS	2 003	RESSOURCES	2 003
Transferts courants divers	973	Dotation aux amortissements (immobilisations)	2 669
Intérêts versés	495	Dotation globale	47 625
Primes d'assurance-dommage	148	Transferts courants divers	1 621
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	46 714	Conventions internationales	135
Solde : épargne	3 739	Intérêts reçus	21
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>52 070</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>52 070</b>

## compte de capital

millions d'euros

EMPLOIS	2 003	RESSOURCES	2 003
Formation brute de capital fixe	3 872	Épargne (reprise du solde précédent)	3 739
		Aide à l'investissement	146
Solde :	13		
• Capacité (+) de financement			
• Ou besoin (-) de financement			
<b>TOTAL : EMPLOIS</b>	<b>3 885</b>	<b>TOTAL : RESSOURCES</b>	<b>3 885</b>

# annexe III

## MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGE ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE

Cette rubrique de la dépense courante de santé comprend trois volets :

### **a) La médecine préventive, la prophylaxie et les dépistages.**

Ce sont les actes médicaux statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les dépenses recensées à ce niveau ne concernent que les actes effectués dans le cadre de programmes financés par les collectivités publiques (PMI, santé scolaire...), les fonds de prévention de l'assurance maladie et les entreprises (pour ce qui concerne la médecine du travail). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) effectués en ville ou à l'hôpital ne sont toutefois pas pris en compte dans cet agrégat, étant inclus sur le plan statistique dans la consommation de soins et biens médicaux. Ils ont pu faire l'objet d'une étude spécifique par le Credes et la Drees pour l'année 1998<sup>1</sup>. Cette étude a évaluée à 7 % le poids de la prévention dans la dépense courante de santé contre 2,3 % dans l'approche habituelle. Cette évaluation sera renouvelée à échéance régulière.

### **b) Les programmes spécifiques de santé publique.**

Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies (SIDA) ou sur les comportements et situations à risque liés aux pratiques addictives (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme).

Ces deux premières rubriques font partie de la consommation médicale totale.

### **c) Les missions de santé publique à caractère général.**

Elles regroupent la protection de la santé (observation/veille/alerte, sécurité sanitaire et hygiène du milieu) et la promotion de la santé (information, sensibilisation, éducation). Les financements correspondants proviennent du ministère de la Santé, des établissements publics sanitaires placés sous sa tutelle et des collectivités locales.

Le tableau ci-après présente un détail des évaluations correspondantes.

En 2003 les dépenses de prévention retenues dans les Comptes de la santé s'élèvent à 3,9 milliards d'euros soit 63 euros par habitant. Elles sont en progression de 5,1 % contre 5,3 % en 2002.

La médecine du travail et la médecine scolaire forment 48,2 % du total de l'agrégat relatif à la prévention ainsi évalué.

---

<sup>1</sup> LE FUR Philippe, PARIS Valérie, PEREIRA Céline, RENAUD Thomas, SERMET Catherine : « Les dépenses de prévention dans les Comptes nationaux de la santé », *Études et résultats*, Drees, n° 247, juillet 2003.

## MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGES ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ

en millions d'euros

	2001	2002	2003
<b>1 • MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES</b>	<b>2 528</b>	<b>2 703</b>	<b>2 904</b>
• PMI et planning familial	460	512	578
• Santé scolaire	423	440	454
• Médecine du travail	1 246	1 336	1 414
• Vaccinations	286	318	353
- obligatoires	135	149	142
- recommandés	64	72	109
- grippe	63	63	64
- autres	25	34	38
• Double compte vaccinations (-)	-231	-267	-297
• Dépistages	343	363	402
- Cancers	43	42	44
- MST	32	35	41
- Tuberculose	72	79	88
- Examens de santé	143	146	159
- Non ventilé	53	61	69
<b>2 • PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE</b>	<b>284</b>	<b>301</b>	<b>209</b>
- Pratiques addictives (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme...)	165	164	51
- SIDA	80	75	62
- autres	39	62	96
<b>3 • MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL</b>	<b>692</b>	<b>686</b>	<b>766</b>
• Prévention des risques professionnels (hors médecine du travail)	314	324	332
• Protection de la santé	352	346	404
- Observation, veille, alerte	21	28	36
- Sécurité sanitaire	212	184	211
- Hygiène du milieu	120	134	158
• Promotion de la santé			
- Education/information	25	16	30
<b>TOTAL (1+2+3)</b>	<b>3 504</b>	<b>3 690</b>	<b>3 879</b>

# annexe IV

## LES DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE

Le bureau des études statistiques sur la recherche du ministère de la Jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche évalue pour le compte du ministère de la Santé :

- la part relative à la santé des budgets de tous les organismes inscrits au Budget civil de recherche et développement. Il s'agit notamment des principaux organismes concernés comme l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), les instituts Pasteur dont celui de Paris, l'Institut Curie, le Centre national de recherche scientifique (CNRS), etc. ;
- la part des financements incitatifs inscrits au Budget civil de recherche et développement des différents ministères notamment celui de la recherche (exemple : le fonds national de la science) ;
- la part relative à la santé des dépenses de recherche dans les universités, notamment pour les personnels à double statut (universitaire et hospitalier) ;
- les dépenses de recherche clinique dans les hôpitaux universitaires et qui figurent déjà dans la dépense de soins publics hospitaliers ;
- les dépenses de recherche de l'industrie pharmaceutique qui figurent déjà dans la dépense en médicaments.

La part relative à la santé des dépenses de recherche du secteur associatif qui couvre en particulier la contribution au financement de la recherche médicale des grandes associations caritatives.

(en millions d'euros)

	2001	2002	2003
<b>FINANCEMENTS BUDGÉTAIRES</b>	2 571	2 787	2 735
dont budget civil de R et D	1 839	1 994	1 957
dont recherche clinique des hôpitaux universitaires	732	793	778
<b>AUTRES FINANCEMENTS</b>	3 015	3 418	3 877
dont industries pharmaceutiques	2 897	3 299	3 758
dont secteur associatif	119	119	119
<b>TOTAL</b>	<b>5 586</b>	<b>6 205</b>	<b>6 611</b>

Source : ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

# annexe V

## LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

La gestion générale du système de santé comprend actuellement trois éléments :

- Les frais de gestion des mutuelles
- Les frais de gestion du ministère chargé de la Santé
- Les frais de gestion de certaines administrations privées

Les frais de gestion maladie des organismes de Sécurité sociale ne sont pas pris en compte. L'évaluation des dépenses de gestion liées aux liquidations des prestations en nature des risques maladie, maternité et accidents de travail, présente pour l'instant trop d'incertitudes car elles ne sont pas distinguées de celles liées aux autres risques (invalidité, famille, vieillesse).

Toutefois, la totalité des frais de gestion des principaux organismes sociaux qui gèrent, entre autres activités, les risques concernés est présentée « hors cadre » et à titre indicatif dans le tableau ci-dessous.

	Montants en valeur (en millions d'euros)		
	2001	2002	2003
<b>FRAIS DE GESTION</b>			
• des mutuelles(hors oeuvres sociales)	2 141	2 231	2 325
• du ministère de la Santé	359	373	388
• des administrations privées	195	204	212
<b>TOTAL GESTION GÉNÉRALE</b>	<b>2 695</b>	<b>2 808</b>	<b>2 926</b>
Pour mémoire : frais de gestion totaux des principaux organismes de protection sociale gérant le risque maladie(1)	6 975	7 516	8 099

(1) CnamTS, Canam, MSA, Mines, Camac, Enim (marins), SNCF, CNMSS (militaires).  
Sources : Comptes de la Protection Sociale et Comptabilité des organismes.

# *Tableaux détaillés*

- CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE.....65
- CONSOMMATION DE SOINS ET BIENS MÉDICAUX.....67
- DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ.....69
- DÉPENSES DE SANTÉ  
REPARTIES EN FONCTION DES FINANCEURS DIRECTS.....71

## CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE 1990 - 2003

(en millions d'euros)

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>38 008</b>	<b>39 956</b>	<b>42 608</b>	<b>45 013</b>	<b>46 802</b>	<b>49 106</b>	<b>50 565</b>	<b>51 225</b>	<b>52 345</b>	<b>53 250</b>	<b>54 994</b>	<b>57 226</b>	<b>60 504</b>	<b>64 111</b>
• Soins hospitaliers	37 233	39 079	41 604	43 878	45 525	47 722	49 098	49 691	50 723	51 534	53 139	55 254	58 212	61 505
- publics	28 075	29 636	31 603	33 536	34 991	36 841	37 929	38 292	40 009	41 112	42 587	44 433	46 746	49 300
- privés	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	10 881	11 169	11 399	10 714	10 422	10 551	10 821	11 466	12 205
<i>dont frais de séjour</i>	<i>6 635</i>	<i>6 808</i>	<i>7 277</i>	<i>7 588</i>	<i>7 698</i>	<i>8 020</i>	<i>8 243</i>	<i>8 516</i>	<i>7 697</i>	<i>7 477</i>	<i>7 628</i>	<i>7 955</i>	<i>8 456</i>	<i>9 131</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>2 523</i>	<i>2 636</i>	<i>2 724</i>	<i>2 754</i>	<i>2 836</i>	<i>2 861</i>	<i>2 927</i>	<i>2 883</i>	<i>3 017</i>	<i>2 944</i>	<i>2 924</i>	<i>2 866</i>	<i>3 010</i>	<i>3 075</i>
• Soins sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972	2 292	2 606
- publiques	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359	1 581	1 720
- privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613	710	886
<b>2. SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>22 075</b>	<b>23 494</b>	<b>24 939</b>	<b>26 084</b>	<b>26 279</b>	<b>27 564</b>	<b>28 103</b>	<b>28 531</b>	<b>29 584</b>	<b>30 697</b>	<b>32 096</b>	<b>33 729</b>	<b>36 101</b>	<b>38 769</b>
• Médecins	10 257	10 846	11 605	12 219	12 422	13 240	13 444	13 748	14 252	14 785	15 364	15 835	16 895	18 062
• Auxiliaires Médicaux	3 971	4 330	4 622	4 874	5 017	5 314	5 486	5 444	5 694	6 073	6 483	6 847	7 471	8 101
- infirmiers	1 968	2 162	2 331	2 498	2 579	2 732	2 802	2 798	2 904	3 095	3 313	3 432	3 753	4 137
- masseurs-kinésithérapeutes	1 736	1 866	1 970	2 030	2 076	2 187	2 261	2 214	2 338	2 484	2 643	2 874	3 117	3 300
- autres	267	302	320	345	363	395	423	432	452	494	526	541	601	664
• Dentistes	4 889	5 237	5 505	5 675	5 753	5 838	6 032	6 144	6 294	6 337	6 577	7 154	7 523	8 076
• Analyses	2 198	2 283	2 379	2 468	2 262	2 359	2 339	2 383	2 507	2 627	2 819	3 009	3 312	3 609
• Cures Thermales	759	797	828	847	826	814	802	813	837	874	854	884	900	920
- forfait soins	254	261	267	277	273	269	267	283	290	298	287	293	300	303
- hôtellerie	505	536	561	571	553	545	535	530	546	576	567	591	600	617
<b>3. TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>1 051</b>	<b>1 171</b>	<b>1 293</b>	<b>1 333</b>	<b>1 397</b>	<b>1 452</b>	<b>1 440</b>	<b>1 450</b>	<b>1 581</b>	<b>1 712</b>	<b>1 862</b>	<b>2 026</b>	<b>2 213</b>	<b>2 391</b>
<b>4. MEDICAMENTS</b>	<b>14 419</b>	<b>15 721</b>	<b>16 620</b>	<b>17 936</b>	<b>18 329</b>	<b>19 404</b>	<b>19 704</b>	<b>20 357</b>	<b>21 579</b>	<b>23 036</b>	<b>25 212</b>	<b>27 198</b>	<b>28 528</b>	<b>30 378</b>
<b>5. autres biens médicaux</b>	<b>2 943</b>	<b>3 431</b>	<b>3 703</b>	<b>3 991</b>	<b>4 279</b>	<b>4 413</b>	<b>4 629</b>	<b>4 749</b>	<b>5 145</b>	<b>5 808</b>	<b>6 603</b>	<b>7 378</b>	<b>8 041</b>	<b>8 645</b>
• Optique	1 770	2 074	2 239	2 364	2 490	2 540	2 594	2 607	2 697	2 837	3 234	3 585	3 741	3 906
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 033	1 192	1 254	1 352	1 448	1 468	1 493	1 392	1 439	1 540	1 691	1 850	2 037	2 177
• Petits matériels et pansements	141	166	211	275	341	405	542	751	1 009	1 430	1 678	1 944	2 263	2 561
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1+...5)</b>	<b>78 495</b>	<b>83 773</b>	<b>89 162</b>	<b>94 356</b>	<b>97 086</b>	<b>101 939</b>	<b>104 441</b>	<b>106 312</b>	<b>110 235</b>	<b>114 502</b>	<b>120 768</b>	<b>127 557</b>	<b>135 386</b>	<b>144 294</b>
<b>6. MEDECINE PREVENTIVE</b>	<b>1 739</b>	<b>1 826</b>	<b>1 948</b>	<b>2 039</b>	<b>2 155</b>	<b>2 239</b>	<b>2 331</b>	<b>2 428</b>	<b>2 496</b>	<b>2 591</b>	<b>2 717</b>	<b>2 812</b>	<b>3 004</b>	<b>3 113</b>
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 427	2 528	2 703	2 904
- médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 246	1 336	1 414
- médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423	440	454
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460	512	578
- dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	386	399	414	457
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	290	284	301	209
<b>CONSOMMATION MEDICALE TOTALE</b>	<b>80 234</b>	<b>85 599</b>	<b>91 110</b>	<b>96 395</b>	<b>99 241</b>	<b>104 178</b>	<b>106 773</b>	<b>108 740</b>	<b>112 731</b>	<b>117 093</b>	<b>123 485</b>	<b>130 370</b>	<b>138 390</b>	<b>147 407</b>

\* Véhicules pour handicapés physiques

## CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE 1990 - 2003

(indices de valeur : base 100 année précédente)

Soins et biens médicaux	1990-1995	1995-2000	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>105,3</b>	<b>102,3</b>	<b>105,1</b>	<b>106,6</b>	<b>105,6</b>	<b>104,0</b>	<b>104,9</b>	<b>103,0</b>	<b>101,3</b>	<b>102,2</b>	<b>101,7</b>	<b>103,3</b>	<b>104,1</b>	<b>105,7</b>	<b>106,0</b>
• Soins hospitaliers	105,1	102,2	105,0	106,5	105,5	103,8	104,8	102,9	101,2	102,1	101,6	103,1	104,0	105,4	105,7
- publics	105,6	102,9	105,6	106,6	106,1	104,3	105,3	103,0	101,0	104,5	102,8	103,6	104,3	105,2	105,5
- privés	103,5	99,4	103,1	105,9	103,4	101,9	103,3	102,6	102,1	94,0	97,3	101,2	102,6	106,0	106,4
<i>dont frais de séjour</i>	<i>103,9</i>	<i>99,0</i>	<i>102,6</i>	<i>106,9</i>	<i>104,3</i>	<i>101,5</i>	<i>104,2</i>	<i>102,8</i>	<i>103,3</i>	<i>90,4</i>	<i>97,1</i>	<i>102,0</i>	<i>104,3</i>	<i>106,3</i>	<i>108,0</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>102,5</i>	<i>100,4</i>	<i>104,5</i>	<i>103,3</i>	<i>101,1</i>	<i>103,0</i>	<i>100,9</i>	<i>102,3</i>	<i>98,5</i>	<i>104,6</i>	<i>97,6</i>	<i>99,3</i>	<i>98,0</i>	<i>105,0</i>	<i>102,1</i>
• Soins sections médicalisées	112,3	106,0	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3	116,2	113,7
- publiques	111,5	104,6	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1	116,3	108,8
- privées	114,9	109,8	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6	115,9	124,8
<b>2. SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>104,5</b>	<b>103,1</b>	<b>106,4</b>	<b>106,2</b>	<b>104,6</b>	<b>100,7</b>	<b>104,9</b>	<b>102,0</b>	<b>101,5</b>	<b>103,7</b>	<b>103,8</b>	<b>104,6</b>	<b>105,1</b>	<b>107,0</b>	<b>107,4</b>
• Médecins	105,2	103,0	105,7	107,0	105,3	101,7	106,6	101,5	102,3	103,7	103,7	103,9	103,1	106,7	106,9
• Auxiliaires Médicaux	106,0	104,1	109,0	106,7	105,5	102,9	105,9	103,2	99,2	104,6	106,7	106,7	105,6	109,1	108,4
- infirmiers	106,8	103,9	109,9	107,8	107,2	103,2	106,0	102,5	99,9	103,8	106,6	107,0	103,6	109,4	110,2
- masseurs-kinésithérapeutes	104,7	103,9	107,5	105,6	103,1	102,2	105,4	103,4	97,9	105,6	106,3	106,4	108,7	108,4	105,9
- autres	108,2	105,9	113,4	106,0	107,7	105,1	108,9	107,2	102,1	104,5	109,3	106,6	102,7	111,2	110,5
• Dentistes	103,6	102,4	107,1	105,1	103,1	101,4	101,5	103,3	101,9	102,4	100,7	103,8	108,8	105,2	107,4
• Analyses	101,4	103,6	103,9	104,2	103,7	91,6	104,3	99,2	101,9	105,2	104,8	107,3	106,7	110,1	109,0
• Cures Thermales	101,4	101,0	105,0	103,9	102,4	97,5	98,5	98,5	101,4	102,9	104,4	97,7	103,6	101,7	102,3
- forfait soins	101,2	101,3	102,7	102,2	103,8	98,7	98,5	99,2	105,8	102,8	102,5	96,3	102,2	102,3	101,2
- hôtellerie	101,5	100,8	106,1	104,7	101,7	96,9	98,5	98,2	99,1	103,0	105,5	98,5	104,3	101,5	102,8
<b>3. TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>106,7</b>	<b>105,1</b>	<b>111,5</b>	<b>110,4</b>	<b>103,1</b>	<b>104,8</b>	<b>103,9</b>	<b>99,2</b>	<b>100,7</b>	<b>109,1</b>	<b>108,2</b>	<b>108,8</b>	<b>108,8</b>	<b>109,2</b>	<b>108,1</b>
<b>4. MEDICAMENTS</b>	<b>106,1</b>	<b>105,4</b>	<b>109,0</b>	<b>105,7</b>	<b>107,9</b>	<b>102,2</b>	<b>105,9</b>	<b>101,5</b>	<b>103,3</b>	<b>106,0</b>	<b>106,7</b>	<b>109,5</b>	<b>107,9</b>	<b>104,9</b>	<b>106,5</b>
<b>5. AUTRES BIENS MÉDICAUX</b>	<b>108,4</b>	<b>108,4</b>	<b>116,6</b>	<b>107,9</b>	<b>107,8</b>	<b>107,2</b>	<b>103,1</b>	<b>104,9</b>	<b>102,6</b>	<b>108,3</b>	<b>112,9</b>	<b>113,7</b>	<b>111,7</b>	<b>109,0</b>	<b>107,5</b>
• Optique	107,5	105,0	117,2	108,0	105,6	105,3	102,0	102,1	100,5	103,5	105,2	114,0	110,8	104,4	104,4
• Prothèses, orthèses, VHP*	107,3	102,9	115,4	105,2	107,8	107,1	101,4	101,7	93,2	103,4	107,0	109,8	109,4	110,1	106,9
• Petits matériels et pansements	123,5	132,9	118,2	126,7	130,5	124,1	118,7	133,9	138,5	134,4	141,7	117,3	115,9	116,4	113,2
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1+...5)</b>	<b>105,4</b>	<b>103,4</b>	<b>106,7</b>	<b>106,4</b>	<b>105,8</b>	<b>102,9</b>	<b>105,0</b>	<b>102,5</b>	<b>101,8</b>	<b>103,7</b>	<b>103,9</b>	<b>105,5</b>	<b>105,6</b>	<b>106,1</b>	<b>106,6</b>
<b>6. MEDECINE PREVENTIVE</b>	<b>105,2</b>	<b>103,9</b>	<b>105,0</b>	<b>106,7</b>	<b>104,6</b>	<b>105,7</b>	<b>103,9</b>	<b>104,1</b>	<b>104,2</b>	<b>102,8</b>	<b>103,8</b>	<b>104,9</b>	<b>103,5</b>	<b>106,8</b>	<b>103,6</b>
• Médecine préventive et de dépistage	104,8	103,5	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	104,3	104,2	106,9	107,4
- médecine du travail	104,6	104,3	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	104,0	107,2	105,8
- médecine scolaire	105,6	102,8	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	107,0	103,9	103,2
- PMI et planning familial	105,8	103,1	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0	111,3	112,9
- dépistage et vaccin	103,3	102,7	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	106,1	103,2	103,9	110,4
• Programmes spécifiques de santé publique	110,2	107,7	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	109,7	97,9	106,1	69,4
<b>CONSOMMATION MEDICALE TOTALE</b>	<b>105,4</b>	<b>103,5</b>	<b>106,7</b>	<b>106,4</b>	<b>105,8</b>	<b>103,0</b>	<b>105,0</b>	<b>102,5</b>	<b>101,8</b>	<b>103,7</b>	<b>103,9</b>	<b>105,5</b>	<b>105,6</b>	<b>106,2</b>	<b>106,5</b>

\* Véhicules pour handicapés physiques

## CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX 1990 - 2003

(indices des prix : base 100 année précédente)

Soins et biens médicaux	1990-1995	1995-2000	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>102,9</b>	<b>102,9</b>	<b>102,6</b>	<b>103,0</b>	<b>103,1</b>	<b>102,3</b>	<b>103,3</b>	<b>101,8</b>	<b>100,9</b>	<b>101,1</b>	<b>101,3</b>	<b>102,2</b>	<b>102,5</b>	<b>103,8</b>	<b>103,9</b>
• Soins hospitaliers	102,8	101,5	102,6	103,0	103,1	102,2	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	102,2	102,5	103,8	103,9
- publics	103,0	101,6	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	101,7	102,7	102,6	103,8	103,9
- privés	102,3	100,9	101,5	102,0	102,6	102,6	102,7	102,2	101,2	100,7	99,5	100,6	102,2	103,5	103,9
<i>dont frais de séjour</i>	<i>102,2</i>	<i>100,9</i>	<i>101,3</i>	<i>101,7</i>	<i>103,0</i>	<i>102,8</i>	<i>102,4</i>	<i>102,7</i>	<i>101,5</i>	<i>100,6</i>	<i>99,2</i>	<i>100,7</i>	<i>103,3</i>	<i>103,9</i>	<i>105,2</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>102,4</i>	<i>100,6</i>	<i>101,9</i>	<i>102,9</i>	<i>101,4</i>	<i>102,0</i>	<i>103,6</i>	<i>101,0</i>	<i>100,5</i>	<i>100,9</i>	<i>100,4</i>	<i>100,3</i>	<i>99,3</i>	<i>102,4</i>	<i>100,2</i>
• Soins sections médicalisées	103,8	101,9	103,7	104,2	103,7	103,8	103,8	102,4	101,1	101,2	102,4	102,4	102,6	104,7	104,6
- publiques	103,0	101,7	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	102,2	102,7	102,4	104,5	104,5
- privées	106,5	102,4	106,3	107,2	105,2	109,2	104,9	104,5	101,8	101,2	102,7	101,8	103,0	105,0	105,0
<b>2. SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>101,8</b>	<b>100,6</b>	<b>101,3</b>	<b>101,9</b>	<b>101,1</b>	<b>101,5</b>	<b>103,4</b>	<b>101,0</b>	<b>100,7</b>	<b>100,6</b>	<b>100,5</b>	<b>100,5</b>	<b>99,0</b>	<b>103,0</b>	<b>103,5</b>
• Médecins	102,5	100,8	102,0	103,1	101,5	102,1	103,8	101,1	100,5	101,0	100,6	100,6	100,6	106,2	105,4
• Auxiliaires Médicaux	101,4	100,8	100,0	100,9	101,0	101,5	103,8	101,0	101,0	100,5	101,5	100,2	99,2	104,5	103,1
• Dentistes	101,3	100,5	101,0	100,9	100,9	100,6	103,0	101,0	100,9	99,9	99,7	101,2	95,6	95,4	100,9
• Analyses	100,4	99,6	100,0	100,0	100,0	100,2	102,0	100,2	100,1	100,0	99,2	98,3	98,4	102,1	101,5
• Cures Thermales	102,4	101,5	103,9	103,2	101,4	101,3	102,2	101,7	100,9	101,2	101,7	102,0	101,8	104,3	103,6
- forfait soins	101,0	100,7	101,2	100,9	99,1	101,2	102,8	100,8	100,7	100,8	101,0	100,2	99,6	103,0	102,5
- hôtellerie	103,1	101,9	105,2	104,4	102,6	101,4	101,9	102,1	101,0	101,4	102,0	102,9	102,9	104,9	104,1
<b>3. TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>102,2</b>	<b>101,8</b>	<b>102,4</b>	<b>102,4</b>	<b>100,8</b>	<b>103,0</b>	<b>102,3</b>	<b>101,6</b>	<b>102,3</b>	<b>100,8</b>	<b>102,9</b>	<b>101,6</b>	<b>103,3</b>	<b>102,1</b>	<b>101,7</b>
<b>4. MEDICAMENTS</b>	<b>100,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,5</b>	<b>100,7</b>	<b>100,7</b>	<b>100,2</b>	<b>100,9</b>	<b>100,7</b>	<b>100,1</b>	<b>100,0</b>	<b>99,8</b>	<b>99,6</b>	<b>98,9</b>	<b>98,9</b>	<b>99,6</b>
<b>5. AUTRES BIENS MÉDICAUX</b>	<b>102,8</b>	<b>100,7</b>	<b>104,7</b>	<b>103,6</b>	<b>102,7</b>	<b>101,8</b>	<b>101,4</b>	<b>101,5</b>	<b>100,2</b>	<b>100,7</b>	<b>100,8</b>	<b>100,7</b>	<b>101,0</b>	<b>101,4</b>	<b>102,1</b>
• Optique	103,7	100,9	105,1	104,8	104,1	102,4	102,0	102,1	99,7	100,9	101,5	100,5	101,1	101,4	102,5
• Prothèses, orthèses, VHP*	101,6	100,5	104,1	101,7	100,7	101,0	100,5	100,7	100,7	100,4	100,0	100,8	100,9	101,1	101,7
• Petits matériels et pansements	101,8	100,7	103,8	101,9	101,1	101,1	100,9	101,1	100,8	100,5	100,2	101,1	101,0	101,5	101,8
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)</b>	<b>102,1</b>	<b>100,9</b>	<b>101,9</b>	<b>102,3</b>	<b>102,0</b>	<b>101,6</b>	<b>102,8</b>	<b>101,4</b>	<b>100,7</b>	<b>100,7</b>	<b>100,8</b>	<b>101,1</b>	<b>100,7</b>	<b>102,3</b>	<b>102,7</b>

\* Véhicules pour handicapés physiques

## CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX 1990 - 2003

(indices de volume-base 100 année précédente)

Soins et biens médicaux	1990-1995	1995-2000	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>102,3</b>	<b>100,8</b>	<b>102,4</b>	<b>103,5</b>	<b>102,5</b>	<b>101,7</b>	<b>101,5</b>	<b>101,1</b>	<b>100,4</b>	<b>101,1</b>	<b>100,4</b>	<b>101,0</b>	<b>101,5</b>	<b>101,8</b>	<b>102,0</b>
• Soins Hospitaliers	102,2	100,7	102,3	103,4	102,3	101,5	101,5	101,0	100,3	101,0	100,3	100,9	101,4	101,5	101,7
- publics	102,5	101,3	102,5	103,2	102,8	102,2	101,7	101,2	100,2	103,2	101,0	100,9	101,7	101,3	101,5
- privés	101,2	98,5	101,6	103,8	100,8	99,3	100,6	100,4	100,8	93,4	97,7	100,7	100,3	102,4	102,5
<i>dont frais de séjour</i>	<i>101,6</i>	<i>98,1</i>	<i>101,3</i>	<i>105,1</i>	<i>101,2</i>	<i>98,7</i>	<i>101,7</i>	<i>100,1</i>	<i>101,8</i>	<i>89,8</i>	<i>97,9</i>	<i>101,3</i>	<i>100,9</i>	<i>102,3</i>	<i>102,6</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>100,2</i>	<i>99,8</i>	<i>102,5</i>	<i>100,4</i>	<i>99,7</i>	<i>100,9</i>	<i>97,4</i>	<i>101,3</i>	<i>98,0</i>	<i>103,7</i>	<i>97,2</i>	<i>99,0</i>	<i>98,7</i>	<i>102,6</i>	<i>101,9</i>
• Soins sections médicalisées	108,2	104,1	109,1	110,0	109,0	108,4	104,4	103,5	103,4	104,5	103,4	105,5	103,6	111,0	108,7
- publiques	108,3	102,9	109,2	109,9	108,5	108,8	105,0	102,9	102,6	102,5	102,6	103,8	101,6	111,3	104,1
- privées	107,9	107,3	108,8	110,3	110,5	107,2	102,7	105,4	105,8	110,1	105,4	109,8	108,3	110,3	118,9
<b>2. SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>102,7</b>	<b>102,4</b>	<b>105,1</b>	<b>104,2</b>	<b>103,4</b>	<b>99,3</b>	<b>101,4</b>	<b>100,9</b>	<b>100,9</b>	<b>103,1</b>	<b>103,2</b>	<b>104,1</b>	<b>106,1</b>	<b>103,9</b>	<b>103,7</b>
• Médecins	102,7	102,2	103,7	103,8	103,7	99,6	102,7	100,4	101,7	102,6	103,1	103,3	102,5	100,4	101,5
• Auxiliaires Médicaux	104,5	103,2	109,0	105,8	104,4	101,4	102,0	102,2	98,3	104,1	105,1	106,5	106,5	104,4	105,2
• Dentistes	102,3	101,9	106,0	104,2	102,2	100,8	98,5	102,3	100,9	102,6	101,0	102,6	113,8	110,3	106,4
• Analyses	101,0	104,1	103,9	104,2	103,7	91,5	102,2	99,0	101,8	105,2	105,6	109,1	108,5	107,8	107,4
• Cures Thermales	99,0	99,5	101,1	100,6	100,9	96,2	96,4	96,9	100,5	101,7	102,7	95,8	101,8	97,6	98,7
- forfait soins	100,1	100,6	101,5	101,3	104,8	97,5	95,9	98,4	105,1	102,0	101,5	96,1	102,6	99,2	98,7
- hôtellerie	98,5	99,0	100,9	100,3	99,1	95,5	96,7	96,2	98,2	101,6	103,4	95,7	101,3	96,8	98,7
<b>3. TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>104,4</b>	<b>103,2</b>	<b>108,9</b>	<b>107,8</b>	<b>102,3</b>	<b>101,7</b>	<b>101,6</b>	<b>97,7</b>	<b>98,4</b>	<b>108,2</b>	<b>105,2</b>	<b>107,1</b>	<b>105,3</b>	<b>107,0</b>	<b>106,3</b>
<b>4. MEDICAMENTS</b>	<b>105,5</b>	<b>105,3</b>	<b>108,5</b>	<b>105,0</b>	<b>107,2</b>	<b>102,0</b>	<b>104,9</b>	<b>100,8</b>	<b>103,2</b>	<b>106,0</b>	<b>107,0</b>	<b>109,9</b>	<b>109,1</b>	<b>106,1</b>	<b>107,0</b>
<b>5. AUTRES BIENS MÉDICAUX</b>	<b>105,5</b>	<b>107,6</b>	<b>111,4</b>	<b>104,2</b>	<b>104,9</b>	<b>105,3</b>	<b>101,7</b>	<b>103,3</b>	<b>102,4</b>	<b>107,6</b>	<b>112,0</b>	<b>112,9</b>	<b>110,6</b>	<b>107,5</b>	<b>105,3</b>
• Optique	103,7	104,0	111,5	103,0	101,4	102,9	100,0	100,0	100,8	102,5	103,7	113,4	109,6	102,9	101,8
• Prothèses, orthèses, VHP*	105,6	102,3	110,9	103,4	107,1	106,0	100,9	101,0	92,6	103,0	107,0	108,9	108,4	108,9	105,1
• Petits matériels et pansements	121,4	131,9	113,9	124,3	129,0	122,8	117,6	132,4	137,4	133,7	141,4	116,0	114,7	114,7	111,2
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)</b>	<b>103,2</b>	<b>102,5</b>	<b>104,7</b>	<b>104,1</b>	<b>103,7</b>	<b>101,2</b>	<b>102,2</b>	<b>101,1</b>	<b>101,1</b>	<b>102,9</b>	<b>103,1</b>	<b>104,3</b>	<b>104,8</b>	<b>103,7</b>	<b>103,8</b>

\* Véhicules pour handicapés physiques

## CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX 1990 - 2003

(en millions d'euros 1995)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>43 758</b>	<b>44 819</b>	<b>46 396</b>	<b>47 559</b>	<b>48 363</b>	<b>49 106</b>	<b>49 652</b>	<b>49 845</b>	<b>50 399</b>	<b>50 615</b>	<b>51 123</b>	<b>51 873</b>	<b>52 831</b>	<b>53 875</b>
• Soins hospitaliers	42 823	43 799	45 274	46 336	47 037	47 722	48 219	48 363	48 851	49 015	49 436	50 126	50 892	51 770
- publics	32 577	33 386	34 465	35 439	36 216	36 841	37 295	37 353	38 566	38 964	39 319	39 977	40 503	41 127
- privés	10 246	10 413	10 809	10 897	10 821	10 881	10 924	11 010	10 285	10 051	10 117	10 149	10 389	10 643
<i>dont frais de séjour</i>	7 412	7 507	7 890	7 987	7 883	8 020	8 026	8 170	7 340	7 188	7 281	7 349	7 517	7 716
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	2 834	2 906	2 919	2 910	2 938	2 861	2 898	2 840	2 945	2 863	2 836	2 800	2 872	2 927
• Soins sections médicalisées	935	1 020	1 122	1 223	1 326	1 384	1 433	1 482	1 548	1 600	1 687	1 747	1 939	2 105
- publiques	700	764	840	911	992	1 041	1 071	1 099	1 126	1 155	1 199	1 218	1 356	1 412
- privées	235	256	282	312	334	343	362	383	422	445	488	529	583	693
<b>2. SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>24 177</b>	<b>25 400</b>	<b>26 459</b>	<b>27 365</b>	<b>27 178</b>	<b>27 565</b>	<b>27 825</b>	<b>28 064</b>	<b>28 929</b>	<b>29 870</b>	<b>31 090</b>	<b>32 994</b>	<b>34 327</b>	<b>35 660</b>
• Médecins	11 603	12 029	12 484	12 950	12 894	13 240	13 298	13 531	13 888	14 322	14 793	15 156	15 223	15 448
• Auxiliaires Médicaux	4 264	4 649	4 918	5 135	5 208	5 314	5 432	5 337	5 554	5 836	6 218	6 619	6 911	7 268
• Dentistes	5 209	5 524	5 756	5 880	5 925	5 838	5 972	6 028	6 182	6 243	6 403	7 285	8 034	8 547
• Analyses	2 246	2 334	2 431	2 522	2 307	2 359	2 334	2 376	2 499	2 641	2 882	3 126	3 370	3 619
• Cures Thermales	855	864	870	878	844	814	789	792	806	828	794	808	789	778
- forfait soins	267	271	275	288	281	269	265	278	284	288	277	284	282	278
- hôtellerie	588	593	595	590	563	545	524	514	522	540	517	524	507	500
<b>3. TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>1 170</b>	<b>1 274</b>	<b>1 373</b>	<b>1 405</b>	<b>1 429</b>	<b>1 452</b>	<b>1 418</b>	<b>1 395</b>	<b>1 509</b>	<b>1 588</b>	<b>1 700</b>	<b>1 790</b>	<b>1 915</b>	<b>2 035</b>
<b>4. MEDICAMENTS</b>	<b>14 857</b>	<b>16 117</b>	<b>16 920</b>	<b>18 134</b>	<b>18 494</b>	<b>19 404</b>	<b>19 567</b>	<b>20 195</b>	<b>21 408</b>	<b>22 898</b>	<b>25 163</b>	<b>27 440</b>	<b>29 114</b>	<b>31 141</b>
<b>5. AUTRES BIENS MÉDICAUX</b>	<b>3 389</b>	<b>3 777</b>	<b>3 932</b>	<b>4 121</b>	<b>4 339</b>	<b>4 413</b>	<b>4 559</b>	<b>4 671</b>	<b>5 025</b>	<b>5 628</b>	<b>6 352</b>	<b>7 024</b>	<b>7 554</b>	<b>7 955</b>
• Optique	2 119	2 363	2 434	2 469	2 540	2 540	2 540	2 561	2 626	2 722	3 087	3 384	3 482	3 546
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 117	1 239	1 281	1 372	1 455	1 468	1 483	1 373	1 414	1 513	1 648	1 786	1 945	2 044
• Petits matériels et pansements	153	175	217	280	344	405	536	737	985	1 393	1 617	1 854	2 127	2 365
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)</b>	<b>87 351</b>	<b>91 387</b>	<b>95 080</b>	<b>98 584</b>	<b>99 803</b>	<b>101 940</b>	<b>103 021</b>	<b>104 170</b>	<b>107 270</b>	<b>110 599</b>	<b>115 428</b>	<b>121 121</b>	<b>125 741</b>	<b>130 666</b>

\* Véhicules pour handicapés physiques

## CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX 1990 - 2003

(indices de volume-base 100 en 1995)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES</b>	<b>89,1</b>	<b>91,3</b>	<b>94,5</b>	<b>96,8</b>	<b>98,5</b>	<b>100,0</b>	<b>101,1</b>	<b>101,5</b>	<b>102,6</b>	<b>103,1</b>	<b>104,1</b>	<b>105,6</b>	<b>107,6</b>	<b>109,7</b>
• Soins Hospitaliers	89,7	91,8	94,9	97,1	98,6	100,0	101,0	101,3	102,4	102,7	103,6	105,0	106,6	108,5
- publics	88,4	90,6	93,6	96,2	98,3	100,0	101,2	101,4	104,7	105,8	106,7	108,5	109,9	111,6
- privés	94,2	95,7	99,3	100,1	99,4	100,0	100,4	101,2	94,5	92,4	93,0	93,3	95,5	97,8
<i>dont frais de séjour</i>	92,4	93,6	98,4	99,6	98,3	100,0	100,1	101,9	91,5	89,6	90,8	91,6	93,7	96,2
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	99,1	101,6	102,0	101,7	102,7	100,0	101,3	99,3	102,9	100,1	99,1	97,9	100,4	102,3
• Soins sections médicalisées	67,6	73,7	81,1	88,4	95,8	100,0	103,5	107,1	111,8	115,6	121,9	126,2	140,1	152,1
- publiques	67,2	73,4	80,7	87,5	95,3	100,0	102,9	105,6	108,2	111,0	115,2	117,0	130,3	135,6
- privées	68,5	74,6	82,2	91,0	97,4	100,0	105,5	111,7	123,0	129,7	142,3	154,2	170,0	202,0
<b>2. SOINS AMBULATOIRES</b>	<b>87,7</b>	<b>92,1</b>	<b>96,0</b>	<b>99,3</b>	<b>98,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,9</b>	<b>101,8</b>	<b>104,9</b>	<b>108,4</b>	<b>112,8</b>	<b>119,7</b>	<b>124,5</b>	<b>129,4</b>
• Médecins	87,6	90,9	94,3	97,8	97,4	100,0	100,4	102,2	104,9	108,2	111,7	114,5	115,0	116,7
• Auxiliaires Médicaux	80,2	87,5	92,5	96,6	98,0	100,0	102,2	100,4	104,5	109,8	117,0	124,6	130,1	136,8
• Dentistes	89,2	94,6	98,6	100,7	101,5	100,0	102,3	103,3	105,9	106,9	109,7	124,8	137,6	146,4
• Analyses	95,2	98,9	103,1	106,9	97,8	100,0	98,9	100,7	105,9	112,0	122,2	132,5	142,9	153,4
• Cures Thermales	105,0	106,1	106,9	107,9	103,7	100,0	96,9	97,3	99,0	101,7	97,5	99,3	96,9	95,6
- forfait soins	99,3	100,7	102,2	107,1	104,5	100,0	98,5	103,3	105,6	107,1	103,0	105,6	104,8	103,3
- hôtellerie	107,9	108,8	109,2	108,3	103,3	100,0	96,1	94,3	95,8	99,1	94,9	96,1	93,0	91,7
<b>3. TRANSPORTS DE MALADES</b>	<b>80,6</b>	<b>87,7</b>	<b>94,6</b>	<b>96,8</b>	<b>98,4</b>	<b>100,0</b>	<b>97,7</b>	<b>96,1</b>	<b>103,9</b>	<b>109,4</b>	<b>117,1</b>	<b>123,3</b>	<b>131,9</b>	<b>140,2</b>
<b>4. MEDICAMENTS</b>	<b>76,6</b>	<b>83,1</b>	<b>87,2</b>	<b>93,5</b>	<b>95,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,8</b>	<b>104,1</b>	<b>110,3</b>	<b>118,0</b>	<b>129,7</b>	<b>141,4</b>	<b>150,0</b>	<b>160,5</b>
<b>5. AUTRES BIENS MÉDICAUX</b>	<b>76,8</b>	<b>85,6</b>	<b>89,1</b>	<b>93,4</b>	<b>98,3</b>	<b>100,0</b>	<b>103,3</b>	<b>105,8</b>	<b>113,9</b>	<b>127,5</b>	<b>143,9</b>	<b>159,2</b>	<b>171,2</b>	<b>180,3</b>
• Optique	83,4	93,0	95,8	97,2	100,0	100,0	100,0	100,8	103,4	107,2	121,5	133,2	137,1	139,6
• Prothèses, orthèses, VHP*	76,1	84,4	87,3	93,5	99,1	100,0	101,0	93,5	96,3	103,1	112,3	121,7	132,5	139,2
• Petits matériels et pansements	37,8	43,2	53,6	69,1	84,9	100,0	132,3	182,0	243,2	344,0	399,3	457,8	525,2	584,0
<b>CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)</b>	<b>85,7</b>	<b>89,6</b>	<b>93,3</b>	<b>96,7</b>	<b>97,9</b>	<b>100,0</b>	<b>101,1</b>	<b>102,2</b>	<b>105,2</b>	<b>108,5</b>	<b>113,2</b>	<b>118,8</b>	<b>123,3</b>	<b>128,2</b>

\* Véhicules pour handicapés physiques

## DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ 1990 - 2003

(en millions d'euros)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX</b>	<b>79 982</b>	<b>85 189</b>	<b>90 489</b>	<b>95 721</b>	<b>98 489</b>	<b>103 522</b>	<b>106 030</b>	<b>107 775</b>	<b>111 526</b>	<b>115 577</b>	<b>121 691</b>	<b>128 422</b>	<b>136 210</b>	<b>145 227</b>
• Soins aux particuliers	62 620	66 037	70 167	73 794	75 881	79 705	81 697	82 669	84 802	86 734	89 875	93 846	99 641	106 204
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	39 494	41 372	43 935	46 377	48 204	50 689	52 154	52 688	53 637	54 326	55 917	58 091	61 327	65 044
- soins hospitaliers	38 720	40 496	42 931	45 242	46 927	49 305	50 687	51 154	52 015	52 609	54 062	56 119	59 036	62 438
publics	29 562	31 052	32 931	34 900	36 394	38 424	39 518	39 755	41 301	42 187	43 510	45 298	47 570	50 233
privés	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	10 881	11 169	11 399	10 714	10 422	10 551	10 821	11 466	12 205
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	2 523	2 636	2 724	2 754	2 836	2 861	2 927	2 883	3 017	2 944	2 924	2 866	3 070	3 075
- soins en sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972	2 292	2 606
publiques	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359	1 581	1 720
privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613	710	886
- soins ambulatoires	22 075	23 494	24 939	26 084	26 279	27 564	28 103	28 531	29 584	30 697	32 096	33 729	36 101	38 769
- transports de malades	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 026	2 213	2 391
• Médicaments	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 198	28 528	30 378
• Autres biens médicaux	2 943	3 431	3 703	3 991	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 603	7 378	8 041	8 645
<b>12. AIDE AUX MALADES</b>	<b>5 576</b>	<b>6 084</b>	<b>6 387</b>	<b>6 404</b>	<b>6 341</b>	<b>6 651</b>	<b>6 694</b>	<b>6 649</b>	<b>7 065</b>	<b>7 487</b>	<b>8 162</b>	<b>8 763</b>	<b>9 624</b>	<b>10 492</b>
<b>13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)</b>	<b>845</b>	<b>924</b>	<b>1 184</b>	<b>1 340</b>	<b>1 433</b>	<b>1 471</b>	<b>1 421</b>	<b>1 487</b>	<b>1 549</b>	<b>1 623</b>	<b>1 620</b>	<b>1 673</b>	<b>1 801</b>	<b>1 921</b>
<b>1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>86 404</b>	<b>92 197</b>	<b>98 060</b>	<b>103 465</b>	<b>106 262</b>	<b>111 644</b>	<b>114 145</b>	<b>115 910</b>	<b>120 141</b>	<b>124 687</b>	<b>131 473</b>	<b>138 858</b>	<b>147 634</b>	<b>157 640</b>
<b>21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE</b>	<b>1 739</b>	<b>1 826</b>	<b>1 948</b>	<b>2 039</b>	<b>2 155</b>	<b>2 239</b>	<b>2 331</b>	<b>2 428</b>	<b>2 496</b>	<b>2 591</b>	<b>2 717</b>	<b>2 812</b>	<b>3 004</b>	<b>3 113</b>
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 427	2 528	2 703	2 904
- Médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 246	1 336	1 414
- Médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423	440	454
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460	512	578
- Dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	386	399	414	457
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	290	284	301	209
<b>22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL</b>	<b>277</b>	<b>331</b>	<b>361</b>	<b>414</b>	<b>452</b>	<b>481</b>	<b>504</b>	<b>530</b>	<b>564</b>	<b>648</b>	<b>665</b>	<b>692</b>	<b>686</b>	<b>766</b>
<b>2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION</b>	<b>2 016</b>	<b>2 157</b>	<b>2 309</b>	<b>2 452</b>	<b>2 607</b>	<b>2 720</b>	<b>2 835</b>	<b>2 958</b>	<b>3 060</b>	<b>3 239</b>	<b>3 382</b>	<b>3 504</b>	<b>3 690</b>	<b>3 879</b>
<b>31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE</b>	<b>3 056</b>	<b>3 265</b>	<b>3 562</b>	<b>3 904</b>	<b>4 126</b>	<b>4 358</b>	<b>4 533</b>	<b>4 620</b>	<b>4 669</b>	<b>5 336</b>	<b>5 446</b>	<b>5 586</b>	<b>6 215</b>	<b>6 611</b>
<b>32. DÉPENSES DE FORMATION</b>	<b>523</b>	<b>563</b>	<b>563</b>	<b>585</b>	<b>601</b>	<b>614</b>	<b>620</b>	<b>635</b>	<b>686</b>	<b>699</b>	<b>717</b>	<b>734</b>	<b>769</b>	<b>776</b>
<b>3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS</b>	<b>3 579</b>	<b>3 827</b>	<b>4 125</b>	<b>4 488</b>	<b>4 728</b>	<b>4 971</b>	<b>5 154</b>	<b>5 255</b>	<b>5 355</b>	<b>6 036</b>	<b>6 164</b>	<b>6 321</b>	<b>6 984</b>	<b>7 388</b>
<b>4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE</b>	<b>1 407</b>	<b>1 477</b>	<b>1 542</b>	<b>1 646</b>	<b>1 785</b>	<b>1 904</b>	<b>2 003</b>	<b>2 084</b>	<b>2 188</b>	<b>2 292</b>	<b>2 561</b>	<b>2 702</b>	<b>2 816</b>	<b>2 934</b>
<b>5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE</b>	<b>-1 581</b>	<b>-1 714</b>	<b>-1 858</b>	<b>-2 163</b>	<b>-2 327</b>	<b>-2 454</b>	<b>-2 576</b>	<b>-2 673</b>	<b>-2 800</b>	<b>-3 153</b>	<b>-2 903</b>	<b>-2 897</b>	<b>-3 299</b>	<b>-3 758</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -</b>	<b>91 825</b>	<b>97 944</b>	<b>104 177</b>	<b>109 888</b>	<b>113 055</b>	<b>118 786</b>	<b>121 561</b>	<b>123 535</b>	<b>127 944</b>	<b>133 101</b>	<b>140 676</b>	<b>148 488</b>	<b>157 825</b>	<b>168 084</b>

## DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ 1990 - 2003

(indices de valeur-base 100 année précédente)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX</b>	<b>106,5</b>	<b>106,2</b>	<b>105,8</b>	<b>102,9</b>	<b>105,1</b>	<b>102,4</b>	<b>101,6</b>	<b>103,5</b>	<b>103,6</b>	<b>105,3</b>	<b>105,5</b>	<b>106,1</b>	<b>106,6</b>
• Soins aux particuliers	105,5	106,3	105,2	102,8	105,0	102,5	101,2	102,6	102,3	103,6	104,4	106,2	106,6
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	104,8	106,2	105,6	103,9	105,2	102,9	101,0	101,8	101,3	102,9	103,9	105,6	106,1
- soins hospitaliers	104,6	106,0	105,4	103,7	105,1	102,8	100,9	101,7	101,1	102,8	103,8	105,2	105,8
publics	105,0	106,1	106,0	104,3	105,6	102,8	100,6	103,9	102,1	103,1	104,1	105,0	105,6
privés	103,1	105,9	103,4	101,9	103,3	102,6	102,1	94,0	97,3	101,2	102,6	106,0	106,4
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>104,5</i>	<i>103,3</i>	<i>101,1</i>	<i>103,0</i>	<i>100,9</i>	<i>102,3</i>	<i>98,5</i>	<i>104,6</i>	<i>97,6</i>	<i>99,3</i>	<i>98,0</i>	<i>105,0</i>	<i>102,1</i>
- soins en sections médicalisées	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3	116,2	113,7
publiques	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1	116,3	108,8
privées	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6	115,9	124,8
- soins ambulatoires	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,6	105,1	107,0	107,4
- transports de malades	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	108,8	109,2	108,1
• Médicaments	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	107,9	104,9	106,5
• Autres biens médicaux	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,7	111,7	109,0	107,5
<b>12. AIDE AUX MALADES</b>	<b>109,1</b>	<b>105,0</b>	<b>100,3</b>	<b>99,0</b>	<b>104,9</b>	<b>100,7</b>	<b>99,3</b>	<b>106,3</b>	<b>106,0</b>	<b>109,0</b>	<b>107,4</b>	<b>109,8</b>	<b>109,0</b>
<b>13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS</b>	<b>109,3</b>	<b>128,2</b>	<b>113,2</b>	<b>106,9</b>	<b>102,7</b>	<b>96,6</b>	<b>104,6</b>	<b>104,2</b>	<b>104,8</b>	<b>99,8</b>	<b>103,2</b>	<b>107,7</b>	<b>106,7</b>
<b>1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>106,7</b>	<b>106,4</b>	<b>105,5</b>	<b>102,7</b>	<b>105,1</b>	<b>102,2</b>	<b>101,5</b>	<b>103,6</b>	<b>103,8</b>	<b>105,4</b>	<b>105,6</b>	<b>106,3</b>	<b>106,8</b>
<b>21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE</b>	<b>105,0</b>	<b>106,7</b>	<b>104,6</b>	<b>105,7</b>	<b>103,9</b>	<b>104,1</b>	<b>104,2</b>	<b>102,8</b>	<b>103,8</b>	<b>104,9</b>	<b>103,5</b>	<b>106,8</b>	<b>103,6</b>
• Médecine préventive et de dépistage	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	104,3	104,2	106,9	107,4
- Médecine du travail	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	104,0	107,2	105,8
- Médecine scolaire	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	107,0	103,9	103,2
- PMI et planning familial	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	111,3	112,9	
- Dépistage et vaccins	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	106,1	103,2	103,9	110,4
• Programmes spécifiques de santé publique	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	109,7	97,9	106,1	69,4
<b>22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL</b>	<b>119,5</b>	<b>108,9</b>	<b>114,8</b>	<b>109,4</b>	<b>106,3</b>	<b>104,8</b>	<b>105,1</b>	<b>106,5</b>	<b>114,8</b>	<b>102,6</b>	<b>104,0</b>	<b>99,2</b>	<b>111,7</b>
<b>2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION</b>	<b>107,0</b>	<b>107,0</b>	<b>106,2</b>	<b>106,3</b>	<b>104,3</b>	<b>104,2</b>	<b>104,3</b>	<b>103,5</b>	<b>105,8</b>	<b>104,4</b>	<b>103,6</b>	<b>105,3</b>	<b>105,1</b>
<b>31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE</b>	<b>106,8</b>	<b>109,1</b>	<b>109,6</b>	<b>105,7</b>	<b>105,6</b>	<b>104,0</b>	<b>101,9</b>	<b>101,1</b>	<b>114,3</b>	<b>102,1</b>	<b>102,6</b>	<b>111,2</b>	<b>106,4</b>
<b>32. DÉPENSES DE FORMATION</b>	<b>107,5</b>	<b>100,1</b>	<b>103,8</b>	<b>102,9</b>	<b>102,0</b>	<b>101,1</b>	<b>102,4</b>	<b>108,0</b>	<b>101,9</b>	<b>102,6</b>	<b>102,4</b>	<b>104,7</b>	<b>101,0</b>
<b>3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS</b>	<b>106,9</b>	<b>107,8</b>	<b>108,8</b>	<b>105,3</b>	<b>105,2</b>	<b>103,7</b>	<b>102,0</b>	<b>101,9</b>	<b>112,7</b>	<b>102,1</b>	<b>102,6</b>	<b>110,5</b>	<b>105,8</b>
<b>4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE</b>	<b>105,0</b>	<b>104,4</b>	<b>106,8</b>	<b>108,5</b>	<b>106,7</b>	<b>105,2</b>	<b>104,0</b>	<b>105,0</b>	<b>104,7</b>	<b>111,7</b>	<b>105,5</b>	<b>104,2</b>	<b>104,2</b>
<b>5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE</b>	<b>108,4</b>	<b>108,4</b>	<b>116,4</b>	<b>107,6</b>	<b>105,4</b>	<b>105,0</b>	<b>103,8</b>	<b>104,8</b>	<b>112,6</b>	<b>92,1</b>	<b>99,8</b>	<b>113,9</b>	<b>113,9</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -</b>	<b>106,7</b>	<b>106,4</b>	<b>105,5</b>	<b>102,9</b>	<b>105,1</b>	<b>102,3</b>	<b>101,6</b>	<b>103,6</b>	<b>104,0</b>	<b>105,7</b>	<b>105,6</b>	<b>106,3</b>	<b>106,5</b>

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1990

en millions d'euros

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		État et collectivités locales	Transferts et subvent, de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	I.P.- S.A.* Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	Sécurité sociale			État et collect. locales	Mutuelles	Autres				
Hôpitaux publics et PSPH	553	1	26 571	365			123			362		1 587	29 562
Hôpitaux privés	7 947			50						314		847	9 158
Sections médicalisées	488		287										774
- publiques	316		287										603
- privées	171												171
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>8 988</b>	<b>1</b>	<b>26 858</b>	<b>415</b>			<b>123</b>			<b>676</b>		<b>2 434</b>	<b>39 494</b>
- Médecins**	7 048	4	318	108						1 045		1 735	10 257
- Auxiliaires	3 085	1		18						259		608	3 971
- Dentistes	2 044			12						591		2 241	4 889
Laboratoires d'analyses	1 594			15						256		333	2 198
Etablissements thermaux	193	23		22						48		474	759
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>13 965</b>	<b>28</b>	<b>318</b>	<b>175</b>						<b>2 198</b>		<b>5 391</b>	<b>22 075</b>
Transports de malades	992	12		2						16		28	1 051
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>23 944</b>	<b>41</b>	<b>27 176</b>	<b>592</b>			<b>123</b>			<b>2 890</b>		<b>7 853</b>	<b>62 620</b>
Officines pharmaceutiques	8 740	31		119						1 766		3 764	14 419
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	926			24						251		1 742	2 943
<b>Total : biens médicaux</b>	<b>9 666</b>	<b>31</b>		<b>143</b>						<b>2 016</b>		<b>5 507</b>	<b>17 362</b>
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>33 610</b>	<b>72</b>	<b>27 176</b>	<b>735</b>			<b>123</b>			<b>4 906</b>		<b>13 360</b>	<b>79 982</b>
Aide aux malades (indemnités journalières)	5 576												5 576
Aide indirecte (subventions)						845							845
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>39 186</b>	<b>72</b>	<b>27 176</b>	<b>735</b>		<b>845</b>		<b>123</b>		<b>4 906</b>		<b>13 360</b>	<b>86 404</b>
Service de médecine préventive, dépistages ...	144							819		776			1 739
Missions de santé publique à caractère général							185	92					277
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>144</b>						<b>185</b>	<b>911</b>		<b>776</b>			<b>2 016</b>
<b>RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique</b>			<b>79</b>					<b>1 396</b>		<b>1 581</b>			<b>3 056</b>
<b>FORMATION</b>						<b>2</b>		<b>453</b>		<b>32</b>		<b>36</b>	<b>523</b>
<b>GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ</b>								<b>214</b>	<b>1 079</b>	<b>115</b>			<b>1 407</b>
<b>DOUBLE-COMPTE</b>			<b>-79</b>							<b>-1 502</b>			<b>-1 581</b>
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>39 330</b>	<b>72</b>	<b>27 176</b>	<b>735</b>		<b>847</b>	<b>185</b>	<b>3 096</b>	<b>1 079</b>	<b>1 002</b>	<b>4 906</b>	<b>13 396</b>	<b>91 825</b>

\* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances.

\*\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1991

en millions d'euros

Dépenses	Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	I.P.-S.A.* Ménages	TOTAL
		Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres			
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	27 910	365			124			378		1 636	31 052
Hôpitaux privés	8 167			50						335		892	9 444
Sections médicalisées	547		330										876
- publiques	348		330										678
- privées	198												198
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>9 352</b>	<b>1</b>	<b>28 240</b>	<b>415</b>			<b>124</b>			<b>713</b>		<b>2 527</b>	<b>41 372</b>
- Médecins**	7 527	4	349	106						1 071		1 789	10 846
- Auxiliaires	3 428	1		18						266		617	4 330
- Dentistes	2 106			11						644		2 475	5 237
Laboratoires d'analyses	1 667			14						276		326	2 283
Etablissements thermaux	203	23		20						50		500	797
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>14 932</b>	<b>28</b>	<b>349</b>	<b>170</b>						<b>2 307</b>		<b>5 708</b>	<b>23 494</b>
Transports de malades	1 109	13		2						17		30	1 171
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>25 393</b>	<b>42</b>	<b>28 589</b>	<b>587</b>			<b>124</b>			<b>3 036</b>		<b>8 266</b>	<b>66 037</b>
Officines pharmaceutiques	9 420	43		117						1 814		4 328	15 721
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 079			24						314		2 015	3 431
<b>Total : biens médicaux</b>	<b>10 499</b>	<b>43</b>		<b>141</b>						<b>2 128</b>		<b>6 342</b>	<b>19 152</b>
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>35 891</b>	<b>84</b>	<b>28 589</b>	<b>728</b>			<b>124</b>			<b>5 165</b>		<b>14 608</b>	<b>85 189</b>
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 084												6 084
Aide indirecte (subventions)						924							924
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>41 976</b>	<b>84</b>	<b>28 589</b>	<b>728</b>		<b>924</b>	<b>124</b>			<b>5 165</b>		<b>14 608</b>	<b>92 197</b>
Service de médecine préventive, dépistages ...	150							851	825				1 826
Missions de santé publique à caractère général							235	96					331
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>150</b>						<b>235</b>	<b>947</b>	<b>825</b>				<b>2 157</b>
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique			84					1 466	1 714				3 265
FORMATION					6			487	34			36	563
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								202	1 154	121			1 477
DOUBLE-COMPTÉ			-84							-1 630			-1 714
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>42 126</b>	<b>84</b>	<b>28 589</b>	<b>728</b>		<b>930</b>	<b>235</b>	<b>3 226</b>	<b>1 154</b>	<b>1 064</b>	<b>5 165</b>	<b>14 643</b>	<b>97 944</b>

\* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances.

\*\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1992

en millions d'euros

Dépenses	Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
		Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Hôpitaux publics et PSPH	760	1	29 779	358			134			406	167	73	1 253	32 931	
Hôpitaux privés	8 624			49						377	133	72	746	10 000	
Sections médicalisées	630		374											1 004	
- publiques	396		374											770	
- privées	234													234	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 014</b>	<b>1</b>	<b>30 153</b>	<b>406</b>			<b>134</b>			<b>783</b>	<b>300</b>	<b>145</b>	<b>1 999</b>	<b>43 935</b>	
- Médecins*	7 987	4	392	108						1 204	598	279	1 033	11 605	
- Auxiliaires	3 656	1		17						277	146	34	491	4 622	
- Dentistes	2 161			11						731	592	204	1 807	5 505	
Laboratoires d'analyses	1 751			14						287	162	61	104	2 379	
Etablissements thermaux	206	23		20						51	15	13	499	828	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>15 761</b>	<b>29</b>	<b>392</b>	<b>170</b>						<b>2 550</b>	<b>1 513</b>	<b>592</b>	<b>3 933</b>	<b>24 939</b>	
Transports de malades	1 226	13		3						18	11	2	21	1 293	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>27 000</b>	<b>42</b>	<b>30 545</b>	<b>579</b>			<b>134</b>			<b>3 351</b>	<b>1 823</b>	<b>738</b>	<b>5 954</b>	<b>70 167</b>	
Officines pharmaceutiques	10 018	52		112						1 898	744	344	3 452	16 620	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 169			21						361	204	120	1 827	3 703	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>11 187</b>	<b>52</b>		<b>134</b>						<b>2 259</b>	<b>948</b>	<b>464</b>	<b>5 279</b>	<b>20 323</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>38 187</b>	<b>94</b>	<b>30 545</b>	<b>713</b>			<b>134</b>			<b>5 610</b>	<b>2 772</b>	<b>1 202</b>	<b>11 233</b>	<b>90 489</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 387													6 387	
Aide indirecte (subventions)					1 184									1 184	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>44 574</b>	<b>94</b>	<b>30 545</b>	<b>713</b>	<b>1 184</b>		<b>134</b>			<b>5 610</b>	<b>2 772</b>	<b>1 202</b>	<b>11 233</b>	<b>98 060</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	169							907	872					1 948	
Missions de santé publique à caractère général						260	100							361	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>169</b>					<b>260</b>	<b>1 008</b>		<b>872</b>					<b>2 309</b>	
<b>RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique</b>			<b>88</b>				<b>1 616</b>		<b>1 858</b>					<b>3 562</b>	
<b>FORMATION</b>					9		<b>484</b>		<b>35</b>				<b>36</b>	<b>563</b>	
<b>GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ</b>							<b>211</b>	<b>1 203</b>	<b>128</b>					<b>1 542</b>	
<b>DOUBLE-COMPTÉ</b>			<b>-88</b>						<b>-1 770</b>					<b>-1 858</b>	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>44 743</b>	<b>94</b>	<b>30 545</b>	<b>713</b>	<b>1 192</b>	<b>260</b>	<b>3 453</b>	<b>1 203</b>	<b>1 122</b>	<b>5 610</b>	<b>2 772</b>	<b>1 202</b>	<b>11 269</b>	<b>104 177</b>	

\* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances.

\*\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1993

en millions d'euros

Dépenses	Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
		Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Hôpitaux publics et PSPH	694	1	31 730	342			145			431	189	98	1 269	34 900	
Hôpitaux privés	8 963			47						431	146	92	663	10 342	
Sections médicalisées	719		415											1 135	
- publiques	447		415											863	
- privées	272													272	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 377</b>	<b>1</b>	<b>32 146</b>	<b>389</b>			<b>145</b>			<b>862</b>	<b>335</b>	<b>190</b>	<b>1 933</b>	<b>46 377</b>	
- Médecins*	8 353	3	404	113						1 310	642	281	1 113	12 219	
- Auxiliaires	3 873	1		20						277	154	36	514	4 874	
- Dentistes	2 152			12						813	630	226	1 842	5 675	
Laboratoires d'analyses	1 772			15						288	171	56	167	2 468	
Etablissements thermaux	211	23		20						54	18	11	510	847	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>16 361</b>	<b>27</b>	<b>404</b>	<b>179</b>						<b>2 742</b>	<b>1 615</b>	<b>610</b>	<b>4 146</b>	<b>26 084</b>	
Transports de malades	1 268	13		2						22	12	2	14	1 333	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>28 005</b>	<b>40</b>	<b>32 550</b>	<b>570</b>			<b>145</b>			<b>3 627</b>	<b>1 962</b>	<b>801</b>	<b>6 093</b>	<b>73 794</b>	
Officines pharmaceutiques	10 794	59		120						2 031	806	346	3 780	17 936	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 291			23						419	227	129	1 902	3 991	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>12 085</b>	<b>59</b>		<b>143</b>						<b>2 450</b>	<b>1 034</b>	<b>475</b>	<b>5 683</b>	<b>21 927</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>40 090</b>	<b>99</b>	<b>32 550</b>	<b>713</b>			<b>145</b>			<b>6 077</b>	<b>2 996</b>	<b>1 276</b>	<b>11 775</b>	<b>95 721</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 404													6 404	
Aide indirecte (subventions)						1 340								1 340	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>46 494</b>	<b>99</b>	<b>32 550</b>	<b>713</b>	<b>1 340</b>		<b>145</b>			<b>6 077</b>	<b>2 996</b>	<b>1 276</b>	<b>11 775</b>	<b>103 465</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	166						964		909					2 039	
Missions de santé publique à caractère général							285	129						414	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>166</b>						<b>285</b>	<b>1 093</b>	<b>909</b>					<b>2 452</b>	
<b>RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique</b>			<b>95</b>				<b>1 648</b>		<b>2 161</b>					<b>3 904</b>	
<b>FORMATION</b>					<b>9</b>		<b>503</b>		<b>36</b>				<b>37</b>	<b>585</b>	
<b>GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ</b>							<b>227</b>	<b>1 284</b>	<b>134</b>					<b>1 646</b>	
<b>DOUBLE-COMPTÉ</b>			<b>-95</b>						<b>-2 068</b>					<b>-2 163</b>	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>46 659</b>	<b>99</b>	<b>32 550</b>	<b>713</b>	<b>1 348</b>	<b>285</b>	<b>3 617</b>	<b>1 284</b>	<b>1 171</b>	<b>6 077</b>	<b>2 996</b>	<b>1 276</b>	<b>11 812</b>	<b>109 888</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1994

en millions d'euros

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	Sécurité sociale			État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Hôpitaux publics et PSPH	680	1	33 075	350	48			148		463	206	110	1 360	36 394	
Hôpitaux privés	9 104									488	160	104	630	10 534	
Sections médicalisées	820		457											1 277	
- publiques	501		457											958	
- privées	319													319	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 604</b>	<b>1</b>	<b>33 532</b>	<b>397</b>				<b>148</b>		<b>951</b>	<b>366</b>	<b>214</b>	<b>1 991</b>	<b>48 204</b>	
- Médecins*	8 249	3	406	158						1 504	728	320	1 054	12 422	
- Auxiliaires	3 953	1		35						329	162	41	497	5 017	
- Dentistes	2 101			22						891	626	258	1 854	5 753	
Laboratoires d'analyses	1 587			22						308	163	64	118	2 262	
Etablissements thermaux	204	21		20						64	18	12	489	826	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>16 092</b>	<b>25</b>	<b>406</b>	<b>256</b>						<b>3 096</b>	<b>1 697</b>	<b>695</b>	<b>4 013</b>	<b>26 279</b>	
Transports de malades	1 328	11		2						22	15	2	16	1 397	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>28 024</b>	<b>37</b>	<b>33 939</b>	<b>656</b>				<b>148</b>		<b>4 069</b>	<b>2 079</b>	<b>911</b>	<b>6 019</b>	<b>75 881</b>	
Officines pharmaceutiques	10 698	66		178						2 224	919	392	3 852	18 329	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 413			23						477	248	148	1 970	4 279	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>12 111</b>	<b>66</b>		<b>202</b>						<b>2 700</b>	<b>1 168</b>	<b>540</b>	<b>5 822</b>	<b>22 608</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>40 135</b>	<b>103</b>	<b>33 939</b>	<b>857</b>				<b>148</b>		<b>6 769</b>	<b>3 247</b>	<b>1 451</b>	<b>11 841</b>	<b>98 489</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 341													6 341	
Aide indirecte (subventions)						1 433								1 433	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>46 476</b>	<b>103</b>	<b>33 939</b>	<b>857</b>		<b>1 433</b>		<b>148</b>		<b>6 769</b>	<b>3 247</b>	<b>1 451</b>	<b>11 841</b>	<b>106 262</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	172							1 036	947					2 155	
Missions de santé publique à caractère général							294	158						452	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>172</b>						<b>294</b>	<b>1 194</b>	<b>947</b>					<b>2 607</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique			98					1 702	2 327					4 126	
FORMATION						9		518	36				38	601	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								255	1 391	139				1 785	
DOUBLE-COMPTÉ			-98							-2 230				-2 327	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>46 648</b>	<b>103</b>	<b>33 939</b>	<b>857</b>		<b>1 442</b>	<b>294</b>	<b>3 817</b>	<b>1 391</b>	<b>1 219</b>	<b>6 769</b>	<b>3 247</b>	<b>1 451</b>	<b>11 878</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1995

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	677	1	34 921	348			146			548	199	89	1 495	38 424	
Hôpitaux privés	9 427			48						517	155	105	629	10 881	
Sections médicalisées	887		497											1 384	
- publiques	544		497											1 041	
- privées	343													343	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 991</b>	<b>1</b>	<b>35 417</b>	<b>396</b>			<b>146</b>			<b>1 065</b>	<b>354</b>	<b>194</b>	<b>2 124</b>	<b>50 689</b>	
- Médecins*	8 852	3	437	191						1 481	709	395	1 171	13 240	
- Auxiliaires	4 175	1		45						333	159	35	566	5 314	
- Dentistes	2 144			29						967	596	293	1 809	5 838	
Laboratoires d'analyses	1 670			28						314	157	63	128	2 359	
Etablissements thermaux	202	19		20						63	17	13	481	814	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>17 043</b>	<b>23</b>	<b>437</b>	<b>313</b>						<b>3 158</b>	<b>1 638</b>	<b>799</b>	<b>4 154</b>	<b>27 564</b>	
Transports de malades	1 380	11		2						23	14	2	20	1 452	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>29 415</b>	<b>34</b>	<b>35 854</b>	<b>711</b>			<b>146</b>			<b>4 245</b>	<b>2 006</b>	<b>996</b>	<b>6 298</b>	<b>79 705</b>	
Officines pharmaceutiques	11 529	69		217						2 352	962	417	3 858	19 404	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 482			26						515	244	191	1 955	4 413	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>13 012</b>	<b>69</b>		<b>243</b>						<b>2 868</b>	<b>1 206</b>	<b>608</b>	<b>5 813</b>	<b>23 817</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>42 426</b>	<b>103</b>	<b>35 854</b>	<b>954</b>			<b>146</b>			<b>7 113</b>	<b>3 212</b>	<b>1 603</b>	<b>12 111</b>	<b>103 522</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 651													6 651	
Aide indirecte (subventions)					1 471									1 471	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>49 077</b>	<b>103</b>	<b>35 854</b>	<b>954</b>	<b>1 471</b>					<b>7 113</b>	<b>3 212</b>	<b>1 603</b>	<b>12 111</b>	<b>111 644</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	181						1 086		972					2 239	
Missions de santé publique à caractère général						300	181							481	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>181</b>					<b>300</b>	<b>1 267</b>		<b>972</b>					<b>2 720</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique			103				1 802		2 452					4 358	
FORMATION						9	528		38				38	614	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							285	1 474	144					1 904	
DOUBLE-COMPTÉ			-103						-2 350					-2 454	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>49 258</b>	<b>103</b>	<b>35 854</b>	<b>954</b>	<b>1 471</b>	<b>309</b>	<b>4 029</b>	<b>1 474</b>	<b>1 257</b>	<b>7 113</b>	<b>3 212</b>	<b>1 603</b>	<b>12 149</b>	<b>118 786</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1996

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	711	1	35 638	352			151			520	220	104	1 820	39 518	
Hôpitaux privés	9 606			48						612	174	121	608	11 169	
Sections médicalisées	952		516											1 467	
- publiques	573		516											1 089	
- privées	378													378	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>11 268</b>	<b>1</b>	<b>36 154</b>	<b>401</b>			<b>151</b>			<b>1 132</b>	<b>394</b>	<b>225</b>	<b>2 428</b>	<b>52 154</b>	
- Médecins*	8 948	5	471	196						1 550	744	434	1 097	13 444	
- Auxiliaires	4 338	1		49						345	174	41	538	5 486	
- Dentistes	2 202			31						1 021	622	326	1 830	6 032	
Laboratoires d'analyses	1 676			29						322	162	68	82	2 339	
Etablissements thermaux	202	17		18						66	20	12	467	802	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>17 366</b>	<b>23</b>	<b>471</b>	<b>324</b>						<b>3 304</b>	<b>1 720</b>	<b>882</b>	<b>4 013</b>	<b>28 103</b>	
Transports de malades	1 370	9		2						23	15	2	18	1 440	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>30 004</b>	<b>33</b>	<b>36 625</b>	<b>727</b>			<b>151</b>			<b>4 460</b>	<b>2 130</b>	<b>1 109</b>	<b>6 459</b>	<b>81 697</b>	
Officines pharmaceutiques	11 721	77		237						2 477	991	449	3 752	19 704	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 616			23						579	268	219	1 923	4 629	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>13 337</b>	<b>77</b>		<b>260</b>						<b>3 056</b>	<b>1 259</b>	<b>668</b>	<b>5 675</b>	<b>24 333</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>43 342</b>	<b>110</b>	<b>36 625</b>	<b>987</b>			<b>151</b>			<b>7 516</b>	<b>3 389</b>	<b>1 777</b>	<b>12 134</b>	<b>106 030</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 694													6 694	
Aide indirecte (subventions)					1 421									1 421	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>50 036</b>	<b>110</b>	<b>36 625</b>	<b>987</b>	<b>1 421</b>		<b>151</b>			<b>7 516</b>	<b>3 389</b>	<b>1 777</b>	<b>12 134</b>	<b>114 145</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	185						1 137		1 009					2 331	
Missions de santé publique à caractère général							304		200					504	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>185</b>						<b>304</b>		<b>1 337</b>					<b>2 835</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique			98				1 853		2 582					4 533	
FORMATION							9		535				38	620	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ									292	1 564	147			2 003	
DOUBLE-COMPTE			-98											-2 576	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>50 221</b>	<b>110</b>	<b>36 625</b>	<b>987</b>	<b>1 421</b>	<b>313</b>	<b>4 167</b>	<b>1 564</b>	<b>1 298</b>	<b>7 516</b>	<b>3 389</b>	<b>1 777</b>	<b>12 173</b>	<b>121 561</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1997

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotations globales			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	651	1	36 007	368			162			524	207	117	1 719	39 755	
Hôpitaux privés	9 828			50						622	168	136	595	11 399	
Sections médicalisées	995		539											1 533	
- publiques	587		539											1 126	
- privées	407													407	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>11 474</b>	<b>1</b>	<b>36 545</b>	<b>418</b>			<b>162</b>			<b>1 146</b>	<b>374</b>	<b>253</b>	<b>2 314</b>	<b>52 688</b>	
- Médecins*	9 088	5	512	201						1 594	713	483	1 152	13 748	
- Auxiliaires	4 303			54						336	151	45	555	5 444	
- Dentistes	2 243			34						1 066	567	381	1 852	6 144	
Laboratoires d'analyses	1 738			31						326	155	76	56	2 383	
Etablissements thermaux	213	15		16						69	18	15	467	813	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>17 586</b>	<b>20</b>	<b>512</b>	<b>336</b>						<b>3 391</b>	<b>1 605</b>	<b>999</b>	<b>4 082</b>	<b>28 531</b>	
Transports de malades	1 375	9		2						23	14	2	24	1 450	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>30 435</b>	<b>30</b>	<b>37 057</b>	<b>756</b>			<b>162</b>			<b>4 561</b>	<b>1 993</b>	<b>1 255</b>	<b>6 420</b>	<b>82 669</b>	
Officines pharmaceutiques	12 230	90		261						2 481	957	510	3 828	20 357	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 739			23						626	258	256	1 848	4 749	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>13 969</b>	<b>90</b>		<b>283</b>						<b>3 107</b>	<b>1 215</b>	<b>767</b>	<b>5 675</b>	<b>25 106</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>44 404</b>	<b>120</b>	<b>37 057</b>	<b>1 039</b>			<b>162</b>			<b>7 667</b>	<b>3 208</b>	<b>2 022</b>	<b>12 096</b>	<b>107 775</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 649													6 649	
Aide indirecte (subventions)					1 487									1 487	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>51 053</b>	<b>120</b>	<b>37 057</b>	<b>1 039</b>	<b>1 487</b>		<b>162</b>			<b>7 667</b>	<b>3 208</b>	<b>2 022</b>	<b>12 096</b>	<b>115 910</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	194						1 179		1 055					2 428	
Missions de santé publique à caractère général						316	214							530	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>194</b>					<b>316</b>	<b>1 393</b>		<b>1 055</b>					<b>2 958</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique			100				1 841		2 679					4 619	
FORMATION						9	552		36				38	635	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						3	301	1 631	149					2 084	
DOUBLE-COMPTÉ			-100						-2 573					-2 672	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>51 248</b>	<b>120</b>	<b>37 057</b>	<b>1 039</b>	<b>1 487</b>	<b>328</b>	<b>4 250</b>	<b>1 631</b>	<b>1 346</b>	<b>7 667</b>	<b>3 208</b>	<b>2 022</b>	<b>12 133</b>	<b>123 535</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1998

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	736	1	37 464	377			166			530	214	156	1 657	41 301
Hôpitaux privés	8 963			51						639	172	172	716	10 714
Sections médicalisées	1 083		539											1 622
- publiques	629		539											1 168
- privées	454													454
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 782</b>	<b>1</b>	<b>38 003</b>	<b>429</b>			<b>166</b>			<b>1 169</b>	<b>387</b>	<b>328</b>	<b>2 373</b>	<b>53 637</b>
- Médecins*	9 537	6	545	206						1 707	712	483	1 055	14 252
- Auxiliaires	4 500	1		55						348	158	39	594	5 694
- Dentistes	2 208			35						1 147	541	445	1 919	6 294
Laboratoires d'analyses	1 833			32						339	168	74	61	2 507
Etablissements thermaux	206	13		12						69	14	23	500	836
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>18 284</b>	<b>20</b>	<b>545</b>	<b>340</b>						<b>3 610</b>	<b>1 592</b>	<b>1 064</b>	<b>4 128</b>	<b>29 584</b>
Transports de malades	1 495	8		2						26	14	3	34	1 581
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>30 561</b>	<b>28</b>	<b>38 548</b>	<b>771</b>			<b>166</b>			<b>4 805</b>	<b>1 993</b>	<b>1 395</b>	<b>6 535</b>	<b>84 802</b>
Officines pharmaceutiques	12 967	103		267						2 598	974	533	4 137	21 579
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 999			22						712	285	265	1 861	5 145
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>14 965</b>	<b>103</b>		<b>289</b>						<b>3 311</b>	<b>1 259</b>	<b>798</b>	<b>5 999</b>	<b>26 724</b>
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>45 527</b>	<b>132</b>	<b>38 548</b>	<b>1 060</b>			<b>166</b>			<b>8 116</b>	<b>3 252</b>	<b>2 193</b>	<b>12 534</b>	<b>111 526</b>
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 065													7 065
Aide indirecte (subventions)					1 549									1 549
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>52 592</b>	<b>132</b>	<b>38 548</b>	<b>1 060</b>	<b>1 549</b>		<b>166</b>			<b>8 116</b>	<b>3 252</b>	<b>2 193</b>	<b>12 534</b>	<b>120 141</b>
Service de médecine préventive, dépistages ...	193						1 208		1 095					2 496
Missions de santé publique à caractère général						320	244							564
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>193</b>					<b>320</b>	<b>1 452</b>		<b>1 095</b>					<b>3 060</b>
<b>RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique</b>			<b>107</b>				<b>1 800</b>		<b>2 762</b>					<b>4 669</b>
<b>FORMATION</b>						<b>10</b>	<b>601</b>		<b>37</b>				<b>38</b>	<b>686</b>
<b>GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ</b>						<b>5</b>	<b>309</b>	<b>1 717</b>	<b>156</b>					<b>2 188</b>
<b>DOUBLE-COMPTE</b>			<b>-107</b>						<b>-2 694</b>					<b>-2 800</b>
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>52 785</b>	<b>132</b>	<b>38 548</b>	<b>1 060</b>	<b>1 549</b>	<b>335</b>	<b>4 328</b>	<b>1 717</b>	<b>1 357</b>	<b>8 116</b>	<b>3 252</b>	<b>2 193</b>	<b>12 572</b>	<b>127 944</b>

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1999

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotations globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	38 335	387			167			557	211	190	1 701	42 187	
Hôpitaux privés	8 787			53						669	171	178	563	10 422	
Sections médicalisées	1 147		570											1 717	
- publiques	655		570											1 225	
- privées	491													491	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 572</b>	<b>1</b>	<b>38 905</b>	<b>440</b>			<b>167</b>			<b>1 226</b>	<b>383</b>	<b>368</b>	<b>2 264</b>	<b>54 326</b>	
- Médecins*	9 906	5	557	209						1 773	698	487	1 151	14 785	
- Auxiliaires	4 782			36						356	154	42	703	6 073	
- Dentistes	2 219			57						1 187	519	468	1 887	6 337	
Laboratoires d'analyses	1 931			33						345	163	80	76	2 627	
Etablissements thermaux	208	11		12						77	14	24	528	874	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>19 045</b>	<b>16</b>	<b>557</b>	<b>346</b>						<b>3 738</b>	<b>1 548</b>	<b>1 101</b>	<b>4 345</b>	<b>30 697</b>	
Transports de malades	1 615	7		2						30	13	3	43	1 712	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>31 232</b>	<b>23</b>	<b>39 461</b>	<b>788</b>			<b>167</b>			<b>4 994</b>	<b>1 944</b>	<b>1 472</b>	<b>6 653</b>	<b>86 734</b>	
Officines pharmaceutiques	14 026	105		269						2 699	971	599	4 366	23 036	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	2 455			22						799	287	296	1 948	5 808	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>16 481</b>	<b>105</b>		<b>291</b>						<b>3 498</b>	<b>1 258</b>	<b>895</b>	<b>6 315</b>	<b>28 843</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>47 713</b>	<b>128</b>	<b>39 461</b>	<b>1 079</b>			<b>167</b>			<b>8 491</b>	<b>3 202</b>	<b>2 367</b>	<b>12 968</b>	<b>115 577</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 487													7 487	
Aide indirecte (subventions)					1 623									1 623	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>55 200</b>	<b>128</b>	<b>39 461</b>	<b>1 079</b>	<b>1 623</b>					<b>8 491</b>	<b>3 202</b>	<b>2 367</b>	<b>12 968</b>	<b>124 687</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	184						1 262		1 144					2 591	
Missions de santé publique à caractère général						333	315							648	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>184</b>					<b>333</b>	<b>1 577</b>		<b>1 144</b>					<b>3 239</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique			151				2 077		3 109					5 336	
FORMATION						10	610		41				38	699	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						6	327	1 795	164					2 292	
DOUBLE-COMPTÉ			-151						-3 002					-3 153	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>55 384</b>	<b>128</b>	<b>39 461</b>	<b>1 079</b>	<b>1 623</b>	<b>349</b>	<b>4 758</b>	<b>1 795</b>	<b>1 456</b>	<b>8 491</b>	<b>3 202</b>	<b>2 367</b>	<b>13 006</b>	<b>133 101</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 2000

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État, collectivités locales et CMU	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assu- rances	Institu- tion de pré- voyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Finan- cement supplé- mentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	636		39 649	385			168			569	215	240	1 648	43 510	
Hôpitaux privés	8 863			53						685	174	220	556	10 551	
Sections médicalisées	1 244		612											1 855	
- publiques	695		612											1 306	
- privées	549													549	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>10 742</b>		<b>40 261</b>	<b>438</b>			<b>168</b>			<b>1 254</b>	<b>390</b>	<b>460</b>	<b>2 204</b>	<b>55 917</b>	
- Médecins*	10 290	4	583	231						1 773	662	492	1 330	15 364	
- Auxiliaires	5 105			46						384	151	61	736	6 483	
- Dentistes	2 245			66						1 206	493	503	2 065	6 577	
Laboratoires d'analyses	2 065			40						371	175	96	71	2 819	
Etablissements thermaux	201	13		11						98	14	24	493	854	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>19 905</b>	<b>17</b>	<b>583</b>	<b>394</b>						<b>3 832</b>	<b>1 495</b>	<b>1 176</b>	<b>4 695</b>	<b>32 096</b>	
Transports de malades	1 754	8		10						38	13	6	34	1 862	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>32 402</b>	<b>26</b>	<b>40 843</b>	<b>841</b>			<b>168</b>			<b>5 124</b>	<b>1 898</b>	<b>1 641</b>	<b>6 933</b>	<b>89 875</b>	
Officines pharmaceutiques	15 520	138		349						2 829	969	733	4 675	25 212	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	2 775			43						862	284	358	2 281	6 603	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>18 295</b>	<b>138</b>		<b>392</b>						<b>3 690</b>	<b>1 253</b>	<b>1 091</b>	<b>6 956</b>	<b>31 815</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>50 697</b>	<b>164</b>	<b>40 843</b>	<b>1 233</b>			<b>168</b>			<b>8 814</b>	<b>3 151</b>	<b>2 732</b>	<b>13 888</b>	<b>121 691</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 162													8 162	
Aide indirecte (subventions)					1 620									1 620	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>58 859</b>	<b>164</b>	<b>40 843</b>	<b>1 233</b>	<b>1 620</b>		<b>168</b>			<b>8 814</b>	<b>3 151</b>	<b>2 732</b>	<b>13 888</b>	<b>131 473</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	201													2 717	
Missions de santé publique à caractère général														665	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>201</b>						<b>339</b>	<b>1 644</b>	<b>1 198</b>					<b>3 382</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique							0	2 424	3 022					5 446	
FORMATION							10	626	43				39	717	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							7	344	2 025	185				2 561	
DOUBLE-COMPTE									-2 903					-2 903	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>59 060</b>	<b>164</b>	<b>40 843</b>	<b>1 233</b>	<b>1 620</b>	<b>355</b>	<b>5 206</b>	<b>2 025</b>	<b>1 545</b>	<b>8 814</b>	<b>3 151</b>	<b>2 732</b>	<b>13 927</b>	<b>140 676</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 2001

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État, collectivités locales et CMU	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotations globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	618		41 341	483			168			564	249	232	1 642	45 298	
Hôpitaux privés	9 071			66						681	197	214	592	10 821	
Sections médicalisées	1 344		628											1 972	
- publiques	731		628											1 359	
- privées	613													613	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>11 034</b>		<b>41 969</b>	<b>549</b>			<b>168</b>			<b>1 245</b>	<b>446</b>	<b>446</b>	<b>2 234</b>	<b>58 091</b>	
- Médecins*	10 634	4	594	235						1 747	660	640	1 320	15 835	
- Auxiliaires	5 454			42						406	152	58	734	6 847	
- Dentistes	2 504			143						1 280	549	617	2 060	7 154	
Laboratoires d'analyses	2 208			42						393	183	99	84	3 009	
Etablissements thermaux	206	13		10						101	13	32	509	884	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>21 007</b>	<b>18</b>	<b>594</b>	<b>472</b>						<b>3 928</b>	<b>1 558</b>	<b>1 446</b>	<b>4 707</b>	<b>33 729</b>	
Transports de malades	1 905	9		11						39	13	5	43	2 026	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>33 946</b>	<b>27</b>	<b>42 563</b>	<b>1 032</b>			<b>168</b>			<b>5 212</b>	<b>2 017</b>	<b>1 897</b>	<b>6 983</b>	<b>93 846</b>	
Officines pharmaceutiques	16 981	165		373						2 962	964	718	5 035	27 198	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 128			60						912	310	472	2 498	7 378	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>20 108</b>	<b>165</b>		<b>433</b>						<b>3 874</b>	<b>1 274</b>	<b>1 190</b>	<b>7 532</b>	<b>34 576</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>54 054</b>	<b>192</b>	<b>42 563</b>	<b>1 465</b>			<b>168</b>			<b>9 085</b>	<b>3 291</b>	<b>3 087</b>	<b>14 516</b>	<b>128 422</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 763													8 763	
Aide indirecte (subventions)					1 673									1 673	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>62 817</b>	<b>192</b>	<b>42 563</b>	<b>1 465</b>	<b>1 673</b>		<b>168</b>			<b>9 085</b>	<b>3 291</b>	<b>3 087</b>	<b>14 516</b>	<b>138 858</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	198						1 368		1 246					2 812	
Missions de santé publique à caractère général							339		352					692	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>198</b>						<b>339</b>		<b>1 721</b>					<b>3 504</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique							2 571		3 015					5 586	
FORMATION							10		642				39	734	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							8		359	2 141	195			2 702	
DOUBLE-COMPTE														-2 897	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>63 015</b>	<b>192</b>	<b>42 563</b>	<b>1 465</b>	<b>1 673</b>	<b>357</b>	<b>5 460</b>	<b>2 141</b>	<b>1 604</b>	<b>9 085</b>	<b>3 291</b>	<b>3 087</b>	<b>14 555</b>	<b>148 488</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 2002

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État, collectivités locales et CMU	Transferts et subvent. de séc. Sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	339		43 662	533			168			570	302	296	1 699	47 570	
Hôpitaux privés	9 637			63						692	234	267	573	11 466	
Sections médicalisées	1 570		722											2 292	
- publiques	859		722											1 581	
- privées	710													710	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>11 545</b>		<b>44 384</b>	<b>596</b>			<b>168</b>			<b>1 262</b>	<b>536</b>	<b>563</b>	<b>2 272</b>	<b>61 327</b>	
- Médecins*	11 268	6	619	238						1 760	712	630	1 663	16 895	
- Auxiliaires	5 978			38						439	164	66	785	7 471	
- Dentistes	2 573			136						1 390	645	689	2 090	7 523	
Laboratoires d'analyses	2 433			42						425	181	112	119	3 312	
Etablissements thermaux	211	22		7						107	12	29	512	900	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>22 463</b>	<b>29</b>	<b>619</b>	<b>461</b>						<b>4 122</b>	<b>1 713</b>	<b>1 526</b>	<b>5 168</b>	<b>36 101</b>	
Transports de malades	2 081	10		11						41	11	5	53	2 213	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>36 090</b>	<b>39</b>	<b>45 003</b>	<b>1 068</b>			<b>168</b>			<b>5 425</b>	<b>2 261</b>	<b>2 094</b>	<b>7 493</b>	<b>99 640</b>	
Officines pharmaceutiques	18 096	200		343						3 174	986	738	4 990	28 528	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 533			56						987	376	542	2 547	8 041	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>21 629</b>	<b>200</b>		<b>399</b>						<b>4 161</b>	<b>1 362</b>	<b>1 281</b>	<b>7 538</b>	<b>36 569</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>57 719</b>	<b>239</b>	<b>45 003</b>	<b>1 467</b>			<b>168</b>			<b>9 586</b>	<b>3 623</b>	<b>3 374</b>	<b>15 030</b>	<b>136 209</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	9 624													9 624	
Aide indirecte (subventions)					1 801									1 801	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>67 343</b>	<b>239</b>	<b>45 003</b>	<b>1 467</b>	<b>1 801</b>		<b>168</b>			<b>9 586</b>	<b>3 623</b>	<b>3 374</b>	<b>15 030</b>	<b>147 634</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	202						1 466		1 336					3 004	
Missions de santé publique à caractère général						340	346		0					686	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>202</b>					<b>340</b>	<b>1 812</b>		<b>1 336</b>					<b>3 690</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique							2 787		3 428					6 215	
FORMATION						10	672		46				41	769	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						8	373	2 231	204					2 816	
DOUBLE-COMPTÉ									-3 299					-3 299	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>67 544</b>	<b>239</b>	<b>45 003</b>	<b>1 467</b>	<b>1 801</b>	<b>358</b>	<b>5 812</b>	<b>2 231</b>	<b>1 715</b>	<b>9 586</b>	<b>3 623</b>	<b>3 374</b>	<b>15 071</b>	<b>157 825</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

## DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 2003

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État, collectivités locales et CMU	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assu- rances	Institu- tion de pré- voyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Finan- cement supplé- mentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	367		46 165	572			168			596	324	302	1 739	50 233,2	
Hôpitaux privés	10 301			67						702	250	273	612	12 205	
Sections médicalisées	1 795		811											2 606	
- publiques	909		811											1 720	
- privées	886													886	
<b>Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées</b>	<b>12 464</b>		<b>46 976</b>	<b>639</b>			<b>168</b>			<b>1 299</b>	<b>574</b>	<b>574</b>	<b>2 351</b>	<b>65 045</b>	
- Médecins*	12 073	4	649	247						1 770	817	673	1 830	18 062	
- Auxiliaires	6 526			37						475	184	65	814	8 101	
- Dentistes	2 764			143						1 487	744	692	2 247	8 076	
Laboratoires d'analyses	2 657			46						460	199	119	128	3 609	
Etablissements thermaux	214	21		6						113	12	29	525	920	
<b>Sous-total : Soins ambulatoires</b>	<b>24 233</b>	<b>26</b>	<b>649</b>	<b>480</b>						<b>4 305</b>	<b>1 954</b>	<b>1 579</b>	<b>5 544</b>	<b>38 769</b>	
Transports de malades	2 250	9		11						43	13	6	58	2 391	
<b>Total : Prestataires de soins</b>	<b>38 946</b>	<b>35</b>	<b>47 625</b>	<b>1 129</b>			<b>168</b>			<b>5 647</b>	<b>2 541</b>	<b>2 159</b>	<b>7 954</b>	<b>106 205</b>	
Officines pharmaceutiques	19 314	229		338						3 401	1 014	798	5 284	30 378	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 888			59						1 067	461	612	2 557	8 645	
<b>Total : Biens médicaux</b>	<b>23 202</b>	<b>229</b>		<b>397</b>						<b>4 468</b>	<b>1 475</b>	<b>1 411</b>	<b>7 841</b>	<b>39 023</b>	
<b>TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX</b>	<b>62 149</b>	<b>265</b>	<b>47 625</b>	<b>1 526</b>			<b>168</b>			<b>10 115</b>	<b>4 016</b>	<b>3 570</b>	<b>15 795</b>	<b>145 227</b>	
Aide aux malades (indemnités journalières)	10 492													10 492	
Aide indirecte (subventions)					1 921									1 921	
<b>TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES</b>	<b>72 641</b>	<b>265</b>	<b>47 625</b>	<b>1 526</b>	<b>1 921</b>		<b>168</b>			<b>10 115</b>	<b>4 016</b>	<b>3 570</b>	<b>15 795</b>	<b>157 640</b>	
Service de médecine préventive, dépistages ...	218						1 481		1 414					3 113	
Missions de santé publique à caractère général						362	404							766	
<b>TOTAL : PRÉVENTION</b>	<b>218</b>					<b>362</b>	<b>1 885</b>		<b>1 414</b>					<b>3 879</b>	
RECHERCHE MÉDICALE et pharmaceutique						0	2 735		3 877					6 611	
FORMATION						10	678		46				41	776	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						8	388	2 325	212					2 934	
DOUBLE-COMPTE									-3 758					-3 758	
<b>TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ</b>	<b>72 858</b>	<b>265</b>	<b>47 625</b>	<b>1 526</b>	<b>1 921</b>	<b>381</b>	<b>5 855</b>	<b>2 325</b>	<b>1 792</b>	<b>10 115</b>	<b>4 016</b>	<b>3 570</b>	<b>15 836</b>	<b>168 084</b>	

\* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.